

Tribune socialiste

N° 381 / 19 SEPTEMBRE 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



BIAFRA LA VÉRITÉ

Manuel Bridier

Une situation contradictoire

Michel Rocard

Le P C F et la paysannerie

Yves Tavernier

Une réforme radicale

Robert Chapuis

Cinéma : Avignon et Venise

Jean-Paul Fargier
Jean-Luc Pouillaude

Prague et l'internationalisme

Jean-Marie Vincent

□ LES POINGS SUR LES I

Michèle Firk

Par un communiqué de presse nous avons appris le suicide au Guatemala de Michèle Firk quelques jours après l'attentat qui a coûté la vie à l'ambassadeur U.S. auprès de Ciudad. Les deux nouvelles sont à mettre en rapport puisqu'aussi bien notre camarade s'est tuée volontairement pour n'avoir pas à parler, ayant participé à l'organisation de l'attentat.

Dans une lettre que publie la grande presse, Michèle Firk demandait que l'on ne fasse pas de publicité autour de son « cas » si elle venait à disparaître. L'exploitation « lartéguyste » de l'affaire Régis Debray lui faisait horreur. Aussi bien tenons-nous à respecter ce vœu en même temps que la mémoire du courage ; vœu qui au surplus honore son auteur. Et c'est en toute simplicité qu'ici nous mentionnons la mort de cette jeune femme de 31 ans, cinéaste de profession, qui n'a pas hésité à donner sa vie pour les idées auxquelles elle croyait.

Il se trouve que j'ai bien connu Michèle Firk au temps où les uns et les autres nous étions engagés au côté du combat du F.L.N. algérien. Je me souviens qu'après l'indépendance de l'Algérie nous ne fûmes plus d'accord : Michèle Firk qui était proche du groupe de la « Voie communiste » contestait l'orientation prise par le régime Ben Bella. Au cours de réunions publiques ou privées, avec son amie Ania Francos, Michèle Firk défendait avec passion sa position. Un jeune homme discret et élé-

gant assistait parfois à ces débats : Régis Debray.

L'évolution des événements dispersa les uns et les autres. Des articles, des écrits, de brèves apparitions signalaient les préoccupations.

A l'occasion de l'arrestation de Régis Debray la machine de la récupération se mit en marche grâce aux « mass-media ». D'autres par contre n'hésitaient pas à dévaluer l'engagement d'un homme par allusion à un idéalisme auquel l'on ne se réfère que pour mieux le mépriser. Les bureaucraties n'aiment pas ces « héros » qui dérangent leur ronron. Aujourd'hui Michèle Firk est morte, incarnant ses convictions castristes. Gageons que les fabricants d'informations rares découvriront en elle un bon sujet ; gageons aussi que les orthodoxes et les sectaires ne manqueront pas dénoncer sans bruit le caractère « erroné » de la « voie violente ». Pour notre part, nous n'oublierons pas Michèle Firk, un peu honteux de notre tranquillité, désireux de comprendre son engagement et d'exhaler son exemple. Exemple non pas tant d'héroïsme que de fidélité à des idées, à une conception révolutionnaire !

Claude GLAYMAN

□ Le Tartuffe de Tunis

Le « procès » de Tunis s'achève au moment où nous écrivons. Une semaine aura suffi à la justice tunisienne pour juger 134 personnes qui ne sont coupables de rien, professeurs, avocats, étudiants, tous hommes de valeur (1). Tout dans cette affaire est scandaleux, et il s'est agi d'un procès d'opinion au sens le plus strict. En frappant, le parti Destourien a voulu empêcher en Tunisie l'existence, fût-elle embryonnaire, d'un quelconque mouvement politique indépendant du pouvoir. Il l'a fait sans se soucier de violer les engagements internationaux, la constitution, les procédures de l'état tunisien lui-même.

Nous avons interrogé Maître Manville, qui vient d'être refoulé de Tunisie, en violation de la convention passée au mois de mars dernier entre les barreaux de Paris et de Tunis. Il parle de cette affaire, qui lui tient à cœur, avec un mélange de tristesse, d'écœurement et d'indignation :

« Ce qui me répugne le plus, dans tout cela, c'est la tartufferie. Le président Bourguiba, c'est le président Janus. On tourne vers le dehors un visage paisible, qui cache celui de la violence, de l'abus de pouvoir sys-

tématique. Il n'existe ni Droits de l'Homme, ni garantie de libertés publiques, ni privées ; c'est ce qui frappe le plus en Tunisie. Mais pendant qu'on torture à Tunis, qu'on emprisonne des avocats, qu'on y invente de toutes pièces un « complot », le président Bourguiba affirme à Bucarest qu'il ne connaît pas « d'autre raison d'Etat que la Raison », il se fait représenter à la Conférence internationale des Droits de l'Homme. Tenter de duper ainsi à bon compte une opinion internationale insuffisamment attentive, c'est la vilénie majeure, la plus grave des infâmies. La tartufferie était déjà patente au procès de 1966 : on feignait de laisser s'exercer les droits de la défense, mais les avocats n'eurent accès aux dossiers que le matin même d'un procès « instruit » en huit jours et bâclé en quelques heures ; on feignait d'autoriser la présence d'un observateur étranger, mais on s'est arrangé pour qu'il arrive après la fin du procès ; on feignait l'indulgence en condamnant avec sursis mais les étudiants ne furent pas relâchés pour autant : embastillés, ils purgèrent un an de « service militaire ». Aujourd'hui c'est pire : on prétend passer pour respectueux des règles de la justice au moment où tous les principes du droit ont été bafoués, la défense interdite, les conventions judiciaires déchirées. Je ne parle pas seulement de la convention entre barreaux parisiens et tunisiens, mais même une convention d'Etat à Etat comme celle qui lie la Tunisie au Sénégal : non seulement M^e Diop, député, membre du Conseil de l'Ordre de Dakar, n'a pu plaider, mais le président de la Cour est allé jusqu'à s'opposer à ce qu'on lui traduise en français les réponses des inculpés (oh francophonie !). Que vaudrait alors une éventuelle convention judiciaire entre la Tunisie et la France, quand aucune garantie d'impartialité ni du respect des règles élémentaires de la Justice n'existe à Tunis ? Songeons qu'en cas de protocole international des décisions rendues dans de telles conditions par la Justice tunisienne seraient immédiatement exécutoires en France - »

Maître Manville cite aussi plusieurs cas où l'arbitraire n'est pas moins infâme pour s'inscrire dans de menus faits : passeports retirés ou refusés sur le caprice de n'importe quel sous-fifre de la Sûreté, parents d'inculpés inculpés à leur tour pour s'être trop souciés de la défense de leurs proches, frères et sœurs d'étudiants inculpés chassés de leurs établissements scolaires.

Maître Manville, qui vient d'être expulsé de Tunisie, a été expulsé jadis du Congo Belge par les assassins de Lumumba, et d'Algérie par Lacoste au moment de l'affaire Audin...

N.B. — Des fonds peuvent être adressés pour soutenir les frais de défense des inculpés. Les adresser à Maître Guillemot, C.C.P. PARIS 11.107-06 en mentionnant « pour les démocrates tunisiens ».

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche
Directeur adjoint
Claude Glayman
Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Rédaction
81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

□ Grands ensembles et gestion

Le P.S.U. a participé les 14 et 15 septembre à un travail en commun aux côtés d'animateurs de divers grands ensembles et de responsables nationaux d'organisations politiques, syndicales ou familiales.

Contrairement aux habitudes prises dans ce genre de travail, l'aspect théorique du problème a été volontairement éliminé au bénéfice de l'inventaire des problèmes concrets qui se posent désormais en termes nouveaux aux animateurs de ces structures urbaines.

Il s'agit essentiellement pour eux de soutenir des expériences nouvelles et éventuellement d'en susciter, d'apporter une assistance technique aux responsables locaux qui supportent ces expériences, d'échanger et de confronter les expériences en cours et d'étudier les problèmes que posent l'urbanisme, l'animation, la participation à la gestion, et dans quelques cas l'autogestion par les résidents d'un certain nombre d'équipements.

En fait, il est apparu très vite que l'on rencontrait un ensemble de problèmes bien connus des militants de notre parti : le cloisonnement vertical des administrations, la difficulté où se trouvent les structures communales de réussir à faire la synthèse globale des problèmes locaux, l'impréparation des hommes, le manque d'une vue d'ensemble sur les formes de la vie urbaine dans la société que nous voulons construire.

Ce travail n'est qu'un début ; un élargissement des participants devrait se faire dans les trois prochains mois au cours desquels de nouvelles réunions devraient être organisées selon un calendrier d'ores et déjà précisé. □

deux livres

d'actualité

PIERRE NAVILLE

Questions du socialisme

I

**LA CLASSE OUVRIERE
ET LE REGIME
GAULLISTE**

Un volume de 490 pages 18F

II

La guerre et la révolution

GUERRES D'ASIE

Vietnam et Corée

Un volume de 324 pages 18 F 50

Etudes et Documentation Internationales
29, rue Descartes, Paris, 5^e

Tél. MED. 55-20 - C.C.P. 18.462-71

(1) Voir Tribune Socialiste 9 mai, 13 mai, 4 juillet 1968.

Éditorial

Une situation contradictoire

Michel Rocard

En grande majorité, les étudiants passent leurs examens. Et beaucoup de commentateurs d'expliquer qu'Edgar Faure a gagné.

C'est peu discutable : le Ministre de l'Éducation nationale avait fait le pari de rechercher une rentrée à peu près calme en jouant le libéralisme : libération des étudiants emprisonnés, conseil aux doyens de discuter les formes des examens avec des représentants étudiants, désaveu des interventions de la police. Le pari est en gros gagné.

Mais Edgar Faure n'a pas gagné seul. Et surtout, s'il a franchi une étape, il n'a pas franchi tous les obstacles qui nous séparent de la mise en place d'une université nouvelle, à supposer qu'il veuille les franchir tous.

Les examens se sont passés le plus correctement dans les cas où un accord avait pu être trouvé sur leurs modalités entre les enseignants et les étudiants. C'est ce qui s'est produit à Paris en Droit et en Sciences. Et là, la victoire d'Edgar Faure est aussi celle des étudiants. Elle l'est même davantage. Car si Edgar Faure y a gagné des examens qui se passent dans l'ordre, les étudiants pour leur part ont gagné sur trois points fondamentaux. D'abord l'acquis du mois de mai est pour l'essentiel préservé. Ensuite les étudiants ont montré que leur exigence d'un pouvoir étudiants dans les Facultés était celle d'hommes responsables qui savent tenir leurs engagements lorsqu'ils imposent ce pouvoir dans la négociation avec le corps enseignant et obtiennent satisfaction. Enfin la nature vétuste de notre système d'examen commence à être mise en cause et l'on peut espérer qu'apparaissent à travers ces expériences et celles qui les suivront des procédures de vérification des connaissances qui ne s'appuient plus sur le bachotage.

A y regarder de près, ce qui s'est passé en Médecine n'est pas non plus dépourvu d'aspects positifs. Le gouvernement avait fait des concessions importantes sur l'organisation des études et de la profession, et l'accord s'était fait sur le principe d'une discussion des modalités d'examen pour la seconde session d'automne du CPEM, mais non pour la première. Il est compréhensible que des étudiants, souvent connus comme

modérés, se soient indignés de constater que pour la première session rien n'ait été changé et aient décidé, faisant une appréciation trop optimiste du rapport des forces, de tenter le boycott. Mais les résultats mêmes de cette tentative montrent à la fois aux étudiants dans quelles conditions politiques ils se trouvent placés, et à l'ensemble des responsables de l'Université, ce qui risquerait de se passer à grande échelle si les acquis du mois de mai étaient mis en question.

Ces résultats sont limités. Mais cela tient à ce que l'Université reste en tout état de cause le reflet de la société, et la société française demeure inchangée dans ses fondements essentiels. Quelque limités qu'ils soient, ces résultats ne doivent pas être sous estimés : ils s'inscrivent dans la perspective à long terme de la lutte pour le socialisme, lutte qui passe par la construction de pouvoirs démocratiques à la base, dans tous les secteurs de la société. Le fait de constituer de tels pouvoirs, et d'imposer leur présence là où s'élaborent les décisions, est une étape importante même si ce n'est évidemment pas un point d'aboutissement. La loi d'orientation si elle subsiste dans l'état qu'on lui connaît aujourd'hui et surtout si elle est appliquée dans l'esprit où elle est rédigée, offre également des perspectives favorables, et dans cette mesure même elle constitue un succès pour le mouvement de mai, dont elle est le résultat.

Cette situation pose deux questions : pourquoi le gaullisme laisse-t-il faire cette expérience et jusqu'où peut-elle aller ?

La réponse à la première question est simple. L'obstacle principal à la plus modeste évolution de l'université était constitué par la résistance des structures académiques, tenues par un milieu homogène d'enseignants chevronnés. Le mouvement de mai a eu raison de cette résistance, et si la bourgeoisie conservatrice de ce pays se sent solidaire de son mandarinat professoral, le gaullisme n'en a que faire, l'accusant d'abord d'avoir conduit l'Université à l'explosion.

A plus long terme, les perspectives sont très différentes. La représentation étudiante dans les Facultés

posera de manière constante non seulement le problème d'une Université en évolution permanente, ce à quoi le gaullisme peut n'avoir pas d'objection, mais aussi le problème de son ouverture sur le monde du travail, ce qui est politiquement beaucoup plus lourd de signification. C'est là en effet que commencera vraiment la contestation de l'Université conservatrice, en même temps que la mise en cause de sa relation avec la structure de classes de la société.

La réaction du régime sera donc bien plus forte. Car la bourgeoisie française se défend durement quand son pouvoir de classe est attaqué. C'est la raison pour laquelle, pendant qu'Edgar Faure obtenait un arrêt de la répression dans le secteur universitaire, le patronat engageait de son côté la plus dure des répressions professionnelles. Les licenciements se multiplient, notamment dans les petites et moyennes entreprises. La contradiction est là, parfaitement nette : les entreprises les plus modernes et les plus concentrées ont en général accepté les conséquences du mouvement de mai, et n'ont au total pratiqué jusqu'ici qu'une répression assez faible. En revanche, le petit patronat, celui qui fournit ses contingents à l'U.D.R., tente par tous les moyens non seulement de récupérer ce qu'il a perdu, mais même de se venger.

La réaction ouvrière est d'ailleurs hésitante et inquiète. A Bezons, cependant, les travailleurs ont montré qu'ils n'entendaient pas laisser mettre en cause les résultats obtenus, notamment en ce qui concerne les libertés syndicales. Cette réaction n'est toutefois pas générale.

En d'autres termes, dans le secteur universitaire l'action étudiante doit maintenant porter sur l'exploitation pleine et entière des positions de pouvoir conquises, elle n'a lieu d'être combative que s'il y a une mise en cause des résultats obtenus. Dans le secteur ouvrier en revanche, on assiste à une contre-attaque particulièrement forte, que manifestent à la fois le blocage des discussions sur le droit syndical et les licenciements de militants. Changeant de front, comme il sait si bien le faire, le capitalisme français attaque dans le secteur où il a découvert une moindre combativité.

Cela signifie que le secteur de la production devient aujourd'hui le secteur prioritaire dans la lutte socialiste.

S'il n'était que l'émanation du grand capitalisme moderne, le gaullisme ne laisserait pas cette offensive patronale se développer. Elle est de nature en effet à provoquer de nouvelles secousses violentes. Mais il y a un prix à payer pour la victoire électorale de la fin juin. C'est la petite bourgeoisie qui a assuré cette

victoire. Elle entend être réglée sur facture, et ce prix est à ses yeux la récupération complète de son pouvoir et de ses privilèges menacés, fut-ce par une répression professionnelle féroce. Et comme ce secteur lui est politiquement sensible, le gaullisme laisse faire : on licencie sans sanctions. De Gaulle donne de la « participation » une interprétation dépourvue de tout contenu, au point de faire rire la Bourse où les cours montent dans la joie. Surtout, le régime évite de poser le problème du pouvoir d'achat qui est aujourd'hui la plus lourde des inquiétudes ouvrières.

Le projet de loi sur la réforme de l'entreprise a les plus grandes difficultés à voir le jour, et la réforme régionale paraît s'enliser devant le refus des notables locaux traditionnels.

C'est sur ces différents points que l'action socialiste doit porter aujourd'hui, et sans s'alarmer du fait qu'un pouvoir socialiste ne se crée pas d'un seul coup. Tant que le gaullisme poursuit des politiques aussi contradictoires, les luttes resteront sectorielles car elles auront des objectifs différents et s'appuieront sur des moyens distincts. Mais le régime ne pourra pas hésiter longtemps entre des solutions libérales dans certains secteurs et autoritaires dans d'autres, car elles se trouveront contradictoires, tant en ce qui concerne le rôle de l'Université que l'orientation de la politique économique. C'est à ce moment qu'une stratégie socialiste globale pourra être redéfinie.

Jusque là, les forces populaires utiliseront les contradictions du régime pour assurer leurs victoires de mai à quelque niveau que ces résultats se situent. La validation des accords du printemps entre étudiants et enseignants, la lutte pour l'échelle mobile et un véritable contrôle des prix, le respect des libertés syndicales dans l'entreprise, voilà les points où il faut pousser le gaullisme au bout de ses contradictions et rouvrir ainsi la perspective de son remplacement. □

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE
DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,
PARIS-15^e

Organisation

Le Parti communiste et la paysannerie au travers du MODEF

Yves Tavernier

Yves Tavernier, vient de publier dans la « Revue Française de Science Politique », une importante étude sur le M.O.D.E.F. (Mouvement de coordination et de défense des exploitations agricoles familiales), dont on connaît les liens avec le Parti Communiste, et qui traduit non sans ambiguïtés, la politique du P.C.F. à l'égard de la paysannerie. Nous reproduisons pour nos lecteurs la fin de cette étude.

Les sous-titres sont de la rédaction.

Dans l'action syndicale, le M.O.D.E.F. met en avant le mot d'ordre : « Petits paysans de France et d'Europe, tous unis pour assurer la sauvegarde de vos exploitations familiales. » Pour atteindre cet objectif, il propose de limiter la superficie dont disposent les gros agriculteurs et de leur interdire toute extension. Il est évident que les surfaces ainsi libérées ne permettraient pas le développement de 80 % des exploitations françaises qui n'atteignent pas 20 hectares. Une telle politique affaiblirait les entreprises efficaces, sans apporter une solution à la multitude des petites unités artisanales. Elle ne fournit pas davantage une réponse au problème posé par la production agricole. Certes, des besoins ne sont pas satisfaits sur le plan intérieur, notamment pour la viande et les fruits et légumes, mais leur volume représente une faible part des excédents. En dernière analyse, les dirigeants du M.O.D.E.F. justifient le maintien à la terre de la population agricole actuelle par l'incapacité où se trouve le système capitaliste de procurer du travail à ceux qui partent : il est préférable que la collectivité finance leur maintien dans l'agriculture et n'ait pas à leur payer des indemnités de chômage. Une telle politique rencontre, selon eux, un accueil favorable dans la classe ouvrière qui ne souhaite pas que les ruraux viennent aggraver la situation du marché de l'emploi. Ainsi, la défense d'intérêts communs favorise l'alliance entre les ouvriers et les « paysans travailleurs ». Une telle démarche de la part d'un mouvement qui ne cache pas ses orientations progressistes provoque l'étonnement. Elle tend à faire supporter par l'agriculture une partie du chômage, afin de ne pas détériorer la situation des salariés de l'industrie, et participe ainsi à la consolidation du système dont elle souhaite la disparition.

Des objectifs cohérents

En réalité, ces opinions conservatrices masquent des objectifs politiques parfaitement cohérents. Dans

le discours de clôture qu'il a prononcé aux journées d'études sur le travail du Parti communiste à la campagne, Waldeck Rochet reconnaît que « l'exploitation individuelle — surtout si elle est trop petite — ne permet pas d'utiliser rationnellement les machines modernes au même titre que la grande entreprise » (1). Il admet donc implicitement que la concentration est nécessaire, mais il ajoute : « Notre rôle à nous, communistes, n'est pas d'aider le capitalisme dans son entreprise d'expropriation, c'est, au contraire, de dénoncer ses méfaits et de prendre la défense de ses victimes afin d'en faire des alliés de la classe ouvrière dans la lutte pour le progrès, pour la démocratie, pour le socialisme. »

Il n'est pas possible de comprendre le programme agricole du Parti communiste si l'analyse est limitée à la situation de l'agriculture. Une formation dont les objectifs demeurent, théoriquement, révolutionnaires se préoccupe peu de la notion de rentabilité économique, elle ne retient que les aspects sociaux et politiques des problèmes. Elle se propose essentiellement de faire des petits paysans, qu'elle défend, les alliés de la classe ouvrière. Dans le rapport qu'il a présenté au cours de ces journées, Fernand Clavaud donne la clé de la stratégie du Parti communiste : « Le paysan va vers celui qui lui parle du socialisme et de l'avenir, mais à condition que, dans l'immédiat, il l'aide à améliorer ses conditions d'existence... le paysan devenu ouvrier ne nous fait pas automatiquement confiance, surtout si nous ne l'avons pas défendu pendant qu'il exerçait la profession agricole et qu'il était aux prises avec les difficultés. »

Les dirigeants communistes n'ignorent pas que le progrès technique exige la concentration des unités de production agricole et leur intégration dans des ensembles économiques qui englobent la transformation et la commercialisation. Mais il n'entend pas favoriser une évolution lorsqu'elle se fait dans le seul intérêt



Collomber

Quel avenir pour le petit exploitant ?

du capital et au détriment des travailleurs. Par ailleurs, il cherche à tirer bénéfice des crises que provoquent nécessairement de telles mutations pour renforcer son potentiel de militants et élargir son influence électorale.

Le M.O.D.E.F. joue un rôle important dans cette stratégie du Parti communiste à l'égard des paysans qu'il sait condamnés par le progrès technique. Agissant sur le terrain syndical et se déclarant apolitique, il peut développer plus facilement les thèses du parti, notamment dans des régions où l'influence de celui-ci est faible. Son efficacité est d'autant plus grande que ses militants ne sont pas tous communistes et que tous appartiennent à la grande masse des petits et moyens exploitants.

L'évolution est commencée

Cependant le Parti communiste s'est, peu à peu, rendu compte que, si cette politique était efficace à l'égard des plus âgés et des plus pauvres, elle ne rencontrait pas l'écho souhaité auprès des jeunes et d'un grand nombre d'exploitants modestes ou moyens, peu sensibles au thème de « la grande révolution », désireux « d'épouser leur siècle » et en quête de formules leur permettant de s'adapter à l'évolution économique. Ces paysans « non capitaliste » sont plus attirés par les thèses du C.N.J.A. que par les siennes. Or, le Parti communiste a compris qu'il devait pénétrer dans ces milieux qui constitueront, dans un avenir proche, l'essentiel de la paysannerie. Par ailleurs, l'éventualité d'une participation à l'exercice du pouvoir, en cas de victoire de la gauche, l'oblige à formuler des pro-

positions d'action réalisables dans le cadre d'un régime démocratique, mais non encore socialiste.

Dans son discours d'Aubervilliers, en 1964, M. Waldeck Rochet a amorcé cette évolution : « Dans le cadre du régime de démocratie véritable que nous voulons établir, non seulement les coopératives de production peuvent renforcer l'efficacité de l'exploitation familiale, mais, en même temps, elles peuvent constituer le point de départ d'une agriculture moderne sous la forme non capitaliste et, par là même, favoriser ultérieurement le passage du capitalisme au socialisme grâce à l'alliance étroite entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse. » Il adopte alors la thèse centrale du programme défendu par le Centre des jeunes agriculteurs. Il se déclare favorable à l'agriculture de groupe, considérée comme une réforme de développement « moderne et non capitaliste » des exploitations artisanales. Il apporte un appui total « au développement de la coopération sous toutes ses formes ». Dans une longue étude, publiée le 27 mars 1968 par *La Terre*, Fernand Clavaud, responsable de la section agraire du comité central, envisage la transformation de la coopérative agricole en « une unité totalement intégrée, où chacun recevrait une rémunération proportionnelle à sa contribution à la coopérative » (2). Il admet que les S.A.F.E.R., à condition d'être aménagées, constituent un instrument valable pour mettre en œuvre la politique de réforme des structures qu'il préconise.

Certes, il ne s'agit pas d'un bouleversement fondamental des thèses du parti qui demeure l'ardent défenseur des « petits ». Il continue à préconiser la limitation des superficies des « grosses exploitations de type capitaliste » et l'octroi, aux plus faibles, d'avantages de toutes sortes, pour assurer leur survie et leur développement. Mais une évolution a été engagée qui peut se poursuivre à mesure que disparaîtront les petits paysans et que progressera le dialogue avec les autres forces de la gauche dans la perspective de la prise du pouvoir. Alors, le M.O.D.E.F., au lieu de participer à cet effort d'élargissement du programme, apparaît comme un frein.

Un infléchissement difficile

En effet, son combat pour assurer la défense de toutes les entreprises agricoles rend difficile la recherche de formes nouvelles d'exploitation. Il a expliqué aux paysans la nocivité absolue des lois d'orientation et ne saurait admettre facilement que

(1) « Les communistes et les paysans », rapport de Fernand Clavaud, discours de Waldeck Rochet, journées d'études sur le travail du parti à la campagne, Aubervilliers, 13-14 novembre 1964.

(2) Cf. *La Terre*, 7 mars 1968, p. 9.

tel chapitre puisse être utilisé, même profondément amendé. Ses critiques à l'égard de la coopération ont renforcé l'individualisme foncier de ses adhérents et leur inaptitude à l'action concertée. La prise en charge de toutes les revendications, y compris celle des bouilleurs de cru, à la seule condition qu'elles soient formulées par des « petits », lui interdit l'élaboration d'un programme cohérent. Les intérêts des vignerons du Midi, par exemple, s'opposent à ceux du Centre à propos des importations de vin d'Algérie. Le M.O.D.E.F. réussit à les concilier en mettant en accusation « leurs adversaires » communs : l'Etat, les intermédiaires et les « gros producteurs ». Un gouvernement de gauche serait contraint d'aborder le problème d'une autre manière.

Les dirigeants communistes du M.O.D.E.F. tentent d'infléchir la li-

gne du Mouvement selon les nouvelles orientations de leur parti. Mais ils sont contraints à une extrême prudence, car la majorité de leurs adhérents ne font pas les mêmes analyses et demeurent attachés à un programme essentiellement revendicatif, et hostiles à toute forme d'organisation trop contraignante. Le M.O.D.E.F., dans une certaine mesure, est prisonnier de son recrutement et il ne peut pas modifier son programme sans se condamner lui-même. Sa progression sera nécessairement très lente et limitée.

Pour ses promoteurs et pour les forces politiques qu'il représente, le M.O.D.E.F. offre cependant plus d'avantages que d'inconvénients tant que la gauche et, en particulier, le Parti communiste sont dans l'opposition. Qu'en serait-il s'il en était autrement ? □

Majorité

U.D.R. : chacun sa vérité

Roland Cayrol

Il faut comprendre les députés gaullistes. Voilà des hommes sincères, qui ont axé il n'y a pas trois mois leur campagne électorale sur la dénonciation des enragés, la défense de l'ordre et la nécessité de la fermeté, qui n'ont pas hésité à voir dans la Fédération de la gauche elle-même une alliée des révolutionnaires de Nanterre, qui ont promis que cela allait changer. Et que voient-ils au ministère de l'Education Nationale? Un vieux parlementaire malicieux, ancien Président de Conseil de la IV^e République, ancien membre du parti radical, s'entretient courtoisement avec les délégués du SNEsup, accepte l'idée de l'entrée de la politique dans l'Université, parle d'autonomie et de révolution pédagogique comme un rescapé du mois de mai! Alors, réunis en journées d'études, des parlementaires UDR à La Baule, nos députés s'inquiètent. On affirme que tel journaliste de gauche fait officieusement partie du cabinet d'Edgar Faure, que tel prix Nobel « progressiste » dîne souvent en ville avec M. le Ministre, que celui-ci n'hésite point à se renseigner auprès de M. Lichnerowicz pour demander des conseils sur les réformes dans les facultés scientifiques, ou de M. Vedel pour trouver de nouveaux arguments contre la sélection à l'entrée du supérieur... C'en est trop! Certains observateurs croyaient que ces oppositions au sein de la majorité étaient destinées à mieux faire apparaître aux yeux de l'opinion, le caractère « révolutionnaire » de la loi Edgar Faure. Ils se sont aperçus à La Baule qu'ils se trompaient : il y a une vraie bataille dans la majorité.

Avant de partir pour La Baule, le ministre de l'Education Nationale avait offert sa démission au Prési-

dent de la République pour le cas où le groupe majoritaire ne le laisserait pas travailler à sa guise. Mais le Chef de l'Etat avait balayé ces objections et assuré son ministre de son complet soutien. Au Conseil des ministres, devant l'opposition manifestée au projet de loi d'orientation de la part de MM. Debré et Marcellin, devant les objections de M. Ortoli, c'est De Gaulle lui-même qui insista pour que le texte primitif ne soit pas dénaturé et pour que les ministres envoient leurs observations par écrit avant le prochain conseil. Un émissaire de l'Élysée faisait savoir d'autre part à M. Robert Poujade qu'il convenait de modérer ses ardeurs.

Edgar Faure plus gaulliste que Fanton?

C'est donc sûr de l'appui du général qu'Edgar Faure se rendit à La Baule. C'est dire s'il se sentait « orthodoxe », face à la meute des députés de base. Ceux-ci pourtant ne ménagèrent point leurs critiques à l'égard de l'ancien président du Conseil, voire leurs attaques personnelles contre lui. Alexandre Sanguinetti était prêt à dire en public ce qu'il avait dit en commission sur « cet homme de la IV^e ». Il fallut trouver un artifice pour renvoyer son intervention au mardi 17 septembre, devant le groupe parlementaire, à Paris et... en privé. Mais André Fanton, fort applaudi et soutenu par la majorité du groupe, se chargea de dire tout haut ce que tout un chacun pensait tout bas : « Il est urgent de faire que les études supérieures soient réservées à une élite », proclama-t-il, insistant sur trois points : la nécessité de la sélection, l'hostilité au tronc commun et à la politique dans l'Université. Robert Poujade, pris entre ses déclarations antérieures



Pompidou : du rencart à la réserve.

et les consignes élyséennes, maintint certes sa faveur pour la sélection, mais présenta une véritable défense du ministre devant les députés : « si j'avais été à sa place, je suis bien persuadé que j'aurais moi aussi reçu tout le monde », et, argument suprême : « il n'y a pas une politique de l'U.D.R. et une politique du ministre de l'Education Nationale. Il y a une politique du président de la République ». Fermez le ban! Après quoi Edgar Faure put enfin parler. Il le fit habilement, drôlement parfois, mais, contrairement à ce qui est devenu une habitude, ne parvint pas à séduire. Si les propos volontairement « durs » de son début de discours passèrent bien la rampe, on sentit comme des frissons parcourir la salle lorsqu'il lança : « l'Université ne doit pas être indépendante de l'emploi. Elle n'est pas le fournisseur des entreprises et des firmes en cadres et en personnel. » En définitive, bien sûr, les députés, irrités finirent par se soumettre, parce que le général le veut, ils se seront cependant battus pour une amélioration des textes préparés, et en tout état de cause ils ne seront pas convaincus.

Pompidou : un nouveau Giscard?

Les assises gaullistes ont une manie : elles aiment toujours par dessus tout les premiers ministres démissionnaires. Certes M. Couve de Murville fait recette, certes M. Debré plaît toujours, mais l'ovation fut réservée, à La Baule, à G. Pompidou, qui sait d'ailleurs se comporter en vedette, sachant faire son entrée dans la salle de séance, pour y être acclamé, au beau milieu d'un discours de Robert Poujade. L'ancien Premier ministre s'est donc comporté

en leader de la majorité parlementaire, et a présenté des rapports gouvernement-majorité une vision qui rappelle plus les anciens propos de V. Giscard d'Estaing que ceux de G. Pompidou : « Je voudrais dire au Premier ministre et aux autres membres du gouvernement, a-t-il en effet déclaré, qu'à un moment où nous parlons beaucoup de participation, le groupe compte bien, lui aussi, être admis à l'élaboration des textes. » L'avantage du député du Cantal sur celui du Puy-de-Dôme, c'est que lui appartient à la « famille » gaulliste. Aussi reçut-il de M. Couve de Murville des apaisements que M. Giscard d'Estaing avait peu eu l'occasion naguère d'entendre de la bouche de G. Pompidou.

Il est donc bien possible que les débats intérieurs à la majorité deviennent à l'avenir nourris et vifs, que ce soit là en fait que se déroulent les véritables débats parlementaires, puisque, écrit sereinement *La Nation* (n° 13 du 14 septembre), le groupe majoritaire « détient en quelque sorte par transfert » le pouvoir législatif... La majorité ou le le seul groupe UDR? Là encore, la question va se poser avec acuité dans les prochaines semaines.

Avec ou sans les Républicains Indépendants?

Le 25 juillet dernier, Henri Rey, le Président du groupe UDR a écrit à Raymond Mondon, président du groupe « giscardien », pour lui proposer la création d'une « délégation permanente de la majorité ». Les Républicains indépendants n'ont pas encore répondu à cette invitation. Les précédentes années, Valéry Giscard d'Estaing s'est toujours opposé à une telle institution. Pourra-t-il le faire aussi facilement aujourd'hui que son groupe n'est plus indispensable à la majorité? La marge de manœuvre de l'ancien ministre des Finances est d'autant plus réduite que dans son propre groupe les discussions se font vives. Tous les députés giscardiens ne se sentent pas à l'aise « en réserve de la majorité », selon le mot d'Alain Griotteray. Raymond Marcellin, partisan d'une union étroite des forces de la majorité, compte autant d'amis dans le groupe que Michel Poniatowski, qui est, lui, allergique à l'UDR. Entre ces deux tendances, un certain nombre de parlementaires sont certes désireux d'affirmer une certaine originalité, mais ne parviennent pas cependant à s'habituer aux méthodes publicitaires et personnelles de leur leader. Celui-ci a certes intérêt à se maintenir dans une position médiane, pour continuer à préparer à sa façon l'après-gaullisme. Mais le jeu va devenir de plus en plus serré pour lui.

En fait, comme la plupart des citoyens de ce pays, les « giscardiens » doivent se demander ce que signifiera le sigle UDR dans les mois qui viennent : « Union de la droite et du radicalisme » ou « Union pour le durcissement et la répression »?... □

□ Succès et échec sur le front des examens

Les consignes données par l'UNEF résumaient bien la situation : là où les acquis de Mai n'ont pas été remis en cause, les examens (après négociations paritaires enseignants-étudiants) se sont passés calmement. Là où le pouvoir professoral ou l'administration ont remis en cause les accords passés, une action a été déclenchée.

Dans les Facultés concernées par cette action, l'exemple de la dénaturation des examens réussis en CPEM a été médité. Par la droite d'abord, qui a accru encore ses moyens de répression.

Après les « Appariteurs » en chaussettes à clous, on a vu fleurir des « Parents d'élèves » format cacheur, puis des professeurs-flics sans compter l'intervention directe de la police. Incontestablement le pouvoir et les réactionnaires ont su tirer les leçons de leur échec en mai.

C'est en comprenant ce changement de rapport des forces et en adaptant sa stratégie à cette donnée fondamentale que le mouvement étudiant a marqué des points importants.

— à la Faculté des Sciences, où le doyen a dû reculer sur ses intentions guerrières, et où le Comité étudiant a fait la preuve de son audience et de sa représentativité en réussissant l'application intégrale des accords passés, que le doyen contestait;

— à la Faculté de Droit, après l'interdiction d'un meeting sur l'O.R.T.F., le Comité étudiant P.A.N. (élu à 56 % des voix en juin) a fait reculer nettement les prétentions décanales et a pu imposer un mode de contrôle des connaissances acceptable

— à la Faculté de Médecine, la première victoire importante après la bataille sur le CPEM, marquée par un net recul des prétentions des mandarins et des concessions substantielles faites par le gouvernement (accélération de la mise en place de la « Sectorisation » c'est-à-dire la division des grands empires féodaux de jadis, possibilité de discussion paritaire pour la deuxième session des examens en octobre dans le cadre des CHU, etc...) n'a pas été consolidée par l'échec de la deuxième manche, lundi, pour les examens des premières et deuxième années.

Nos camarades étudiants en médecine n'ont pas suffisamment pesé les risques de cette deuxième tentative de boycott, mais s'ils ont perdu une bataille, ils n'ont pas pour autant perdu la partie.

En effet de nouvelles perspectives d'action existent maintenant dans le

cadre des CHU pour une lutte soutenue sur les problèmes de formation professionnelle et de transformation du « Service de Santé ».

Car la leçon de ces événements reste la bonne combativité des étudiants à cette rentrée.

Les conditions d'une contre-offensive, mais cette fois-ci de l'ensemble du mouvement étudiant, sur les libertés politiques et syndicales, sont en train d'être révisées au travers des premières escarmouches.

Il reste, plus que jamais, à rechercher la convergence avec les luttes ouvrières, l'unité des étudiants et des travailleurs étant indispensable pour réussir les prochaines actions.

Abraham BEHAR.

□ L'enfance inadaptée

Les progrès de la technique, de l'instruction, du niveau de vie, loin de s'appliquer également à tous, accroissent l'importance et aggravent la situation de certains groupes défavorisés : en particulier ceux que l'âge, la maladie, l'infirmité ou l'accident écartent de la vie « normale ». Le plus souvent, l'opinion publique se cache à elle-même cette réalité, sans doute pour n'être pas dérangée dans sa recherche de la sécurité et dans son dogme du bonheur. Cette volonté tacite de ne pas voir, rend encore plus pénible la condition de ceux que leur pauvreté, matérielle ou spirituelle, rejette aux lisières de la cité. A la rigueur, la collectivité consent quelques sacrifices financiers pour les catégories les plus mal traitées, mais elle répugne à se préoccuper réellement de leur sort et à tenter un effort de prise en charge et d'intégration.

Rétablir les dialogues

Il ne faut pourtant pas négliger le chemin parcouru depuis quelque cinquante années. L'enseignement spécialisé a fait place à la pédagogie appropriée, la notion de scolarisation est battue en brèche, le premier soin doit être l'aspect éducatif de l'enseignement dispensé : formation, développement, épanouissement. Sur le plan de l'assistance médicale, la notion d'inéluctabilité a disparu pour faire place à celle d'indication du « traitement médical actif », lequel reste indépendant du pronostic et entraîne en principe la prise en charge à titre sanitaire. L'assistance « sociale » devient une assistance « éducative », qui a fait naître une nouvelle profession, celle d'éducateur spécialisé, dont l'un des rôles essentiels est sans aucun doute de rétablir la « communication » entre l'arriéré et le monde qui l'entoure.

Mais en même temps, de nombreuses questions surgissent, dont l'enjeu est le devenir, le statut même de cet arriéré, de cet infirme. Jus-

qu'à quel stade cet enfant peut-il progresser ? Son état justifie-t-il l'énormité des sommes qu'entraînera sa rééducation ; une amélioration minime justifie-t-elle l'importance des efforts à mettre en œuvre ; le pronostic de récupérabilité justifie-t-il une prise en charge ?

Droit des cités

« Irrécupérables ? » A cette question provocante, il a été unanimement répondu que la plupart de ces enfants étaient « récupérables », ou plutôt — car ce mot implique un primat inadmissible de la collectivité — éducatibles, et mieux encore : améliorables (1). Il existe une large zone où les possibilités d'amélioration sont considérables et partiellement inexploitées. Sur ce point, les travaux des techniciens convergent avec l'espérance et la conviction des parents : le pronostic ne doit jamais signifier un verdict ; l'éducation est là pour le démentir, ou du moins le corriger. Et ce « plus », même s'il est infime, est immense quand on part de rien et quand c'est la qualité d'homme qu'il s'agit d'établir. D'où ce préalable : « Tout n'est pas dit sur la débilité mentale, non plus que sur les autres handicaps de l'enfance. » Il faut rester souple, accueillant, et ne pas se fermer trop tôt dans des catégories, dans un diagnostic. Il faut envisager la lutte contre la déficience dans une perspective de durée, qui varie selon les catégories. D'où l'importance d'un dépistage précoce : pris trop tard, certains handicapés ne sont plus correctibles.

Tout doit être tenté pour éviter le rejet, la ségrégation qui se pratiquent sous les prétextes les plus hygiéniques et les plus civilisés. Tout doit être fait pour maintenir ces enfants, autant qu'il est possible, dans un milieu familial, social et professionnel qui soit normal : nul ne doit être laissé à la porte de la cité.

Travailleurs ou débiles ?

Notre société met toujours plus l'accent sur les valeurs de technicité, de rationalité. Dans tous les domaines, elle remplace l'apprentissage direct par l'enseignement. Dans quelques années, 80 % de la population aura passé par l'enseignement secondaire. Le reste, ce sera, à côté des très pauvres, les inadaptés, et parmi eux les débiles — les autres posséderont une qualification professionnelle ; eux constitueront les masses des manœuvres dans les secteurs où l'automatisation ne progressera pas. Sans doute seront-ils protégés, du moins les plus déficients, mais il restera une foule de débiles légers et moyens, suffisamment socialisés pour mener une vie en apparence indépendante, mais en réalité prolétariats sans défense contre l'exploitation économique et contre le mépris spontané qui s'adresse à ceux qui sont condamnés aux travaux inférieurs. Et, pour conclure, il

faut se le demander : n'y a-t-il pas quelque mystérieuse correspondance entre cette société de rendement et le nombre croissant des débiles ? □

Alain ECHEGUT.

(1) *Esprit*, n. spécial, novembre 1965.
Nota : *Revue « Réadaptation »*, 10, rue de Sèvres, Paris (7^e). 30 francs par an (10 numéros).

□ Les malheurs de la F.G.D.S.

On veut bien croire les dirigeants « fédérés » lorsqu'ils assurent que, localement, la fusion des familles constitutives de la F.G.D.S. posera des problèmes ardues. L'élection sénatoriale du 22 septembre est significative à cet égard. Il y a quelques jours déjà, la Fédération avait, au plan national, adopté un texte de défense du Sénat que la Convention des Institutions Républicaines n'avait pas ratifié. Aujourd'hui, deux exemples parmi d'autres viennent illustrer ces difficultés.

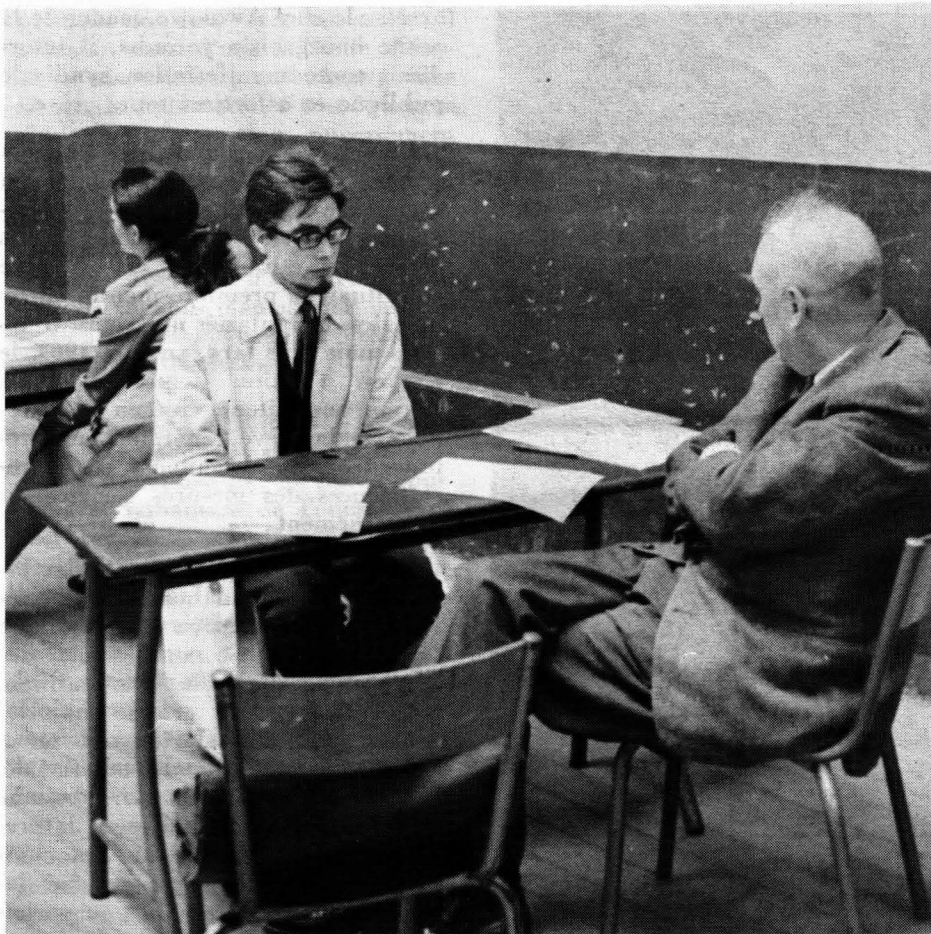
Dans la Seine-Maritime, faisant bloc derrière André Marie, la fédération radicale a constitué une liste homogène de « défense du Sénat républicain et des libertés communales » et a rompu avec la F.G.D.S.

Dans l'Essonne, la situation est encore plus cocasse. Cinq listes se disputent dans ce département les trois sièges à pourvoir. Parmi elles, il en est une, conduite par le maire de Longjumeau, appartenant à la majorité de droite au Conseil général, qui comprend le maire d'Igny, membre de la *Convention des institutions républicaines*. Une autre, conduite par le Conseiller général de La Ferté-Alais, membre de la même majorité de droite, comprend le maire SFIO de Massy. C'est la fédération radicale de l'Essonne qui défend ici la pureté, faisant savoir que « les radicaux de l'Essonne ... ne peuvent sans tromper les électeurs donner leur caution aux candidats présentés par la FGDS et ce, d'autant moins que ces présentations ont été faites sans que leur avis ait été émis » (*La Gazette* du 10-9-68). Oui vraiment, la fusion des organismes de base de la Fédération va poser des problèmes!

Lucien SAINTONGE.

CHAQUE
SEMAINE
LISEZ

**Tribune
Socialiste**



— Que pensez-vous du régime ?

Agip

Edgar Faure

Des réformes "radicales"

Robert Chapuis

M. André Marie était radical. Il mérita ainsi d'être ministre de l'Éducation nationale dans la quatrième République. Outre une aide accrue à l'enseignement libre, on lui doit un curieux projet de réforme qui avait cette particularité de décrire l'enseignement tel qu'il était. La réforme était un constat...

M. Edgar Faure a été radical. Il mérita ainsi d'être ministre de l'Éducation nationale pour la troisième phase de la cinquième République. Après l'immobilité dans le mouvement on allait tenter une nouvelle politique : le mouvement dans l'immobilité.

Nul n'était plus qualifié pour cette tâche que l'ancien président du Conseil, l'ancien ministre de l'Agriculture... Après un discours sur le ton de la révolution (qu'il a pris la précaution d'envoyer à tous les enseignants avant la rentrée), M. Edgar Faure s'est donné deux mois pour réformer l'enseignement secondaire, puis l'enseignement supérieur.

Mais qui est-ce qu'un radical ? Un homme qui croit tellement aux rapports de force qu'il en fait dépendre tout à la fois son action et sa pensée... Et ce sera sans doute la

gloire d'Edgar Faure, aux yeux de la postérité radicale d'avoir compris de longue date qu'il valait mieux y fréquenter la baleine que le marsouin, de Gaulle plutôt que Mitterrand.

Conformément à l'idéologie radicale (si l'on peut rapprocher ces deux mots), la qualité et la quantité des réformes engagées par le ministre de l'Éducation nationale seront donc directement fonction du rapport de forces dans l'Université. Les modérés l'ont compris qui se sont organisés pendant les vacances ; mieux que les gaullistes qui n'entendent pas s'inscrire dans le rapport de force, mais le commander. Qu'ils le veuillent ou non, ils ne peuvent y parvenir et la situation reste commandée par les étudiants qui se sont révoltés au mois de mai. On l'a bien vu lors des examens du CPEM, quand les comités d'action ont reçu l'appui inespéré du doyen Zamansky et autres enragés des CDR-UDR qui veulent tirer la logique d'un enseignement répressif en bâtissant une Université policière. On peut donc faire confiance à M. Edgar Faure pour qu'il défende avec acharnement sa loi d'orientation sur l'enseignement supérieure et il n'y aura aucune revendication étudiante que

le discours fauriste ne parvienne à intégrer d'une manière ou d'une autre. Ensuite on verra...

Une université policière

Les lycéens et les enseignants voulaient se faire entendre. Le ministre n'a cessé de les inviter à parler, à lui parler. Certains n'ont guère profité de l'occasion, soit parce qu'ils n'avaient rien à dire, ce qui paraît le cas des dirigeants du SNI, soit parce qu'ils veulent des actes et non des paroles : les Comités d'Action lycéens par exemple. Après les consultations de l'été, le ministre n'a pas eu de peine à s'apercevoir que la « révolution » n'avait guère d'appuis organisés dans l'enseignement secondaire lui-même. Aussi les réformes constituent-elles à ce niveau une bien maigre pâture pour la rentrée.

La suppression du latin en sixième, une nouvelle modification du baccalauréat (amputé de la session de septembre), ce sont des mesures bien légères, au regard de l'événement de mai-juin. Mais pourquoi en faire reproche à M. Edgar Faure ? Quel soupir de soulagement n'a-t-on pas poussé de divers côtés ! A la question : que sera la réforme dans les lycées ? la réponse est claire : ce qu'en feront les lycéens, les parents, les enseignants réunis dans une action commune, ce qu'en feront ensemble les CAL et les syndicats enseignants, ce qu'en feront aussi les responsables d'établissement qui se comprendront davantage comme des éducateurs que comme des fonctionnaires.

Que penser d'une sixième « commune » où se trouve maintenue la distinction entre sixième-lycée, sixième-C.E.G. et sixième de transition ?... On étend à un an le trimestre qui préluait à la séparation entre classiques et modernes dans les lycées, on s'apprête à distinguer les « forts » et les « faibles » à la place des « courts » et des « longs ». On crée ainsi — indéniablement — une situation nouvelle (qui peut être exploitée avec intérêt), mais qu'a donc avoir cette modification avec le projet de sixième et de cinquième réellement communes tel que le proposait le CNAL, avec le soutien du PSU.

Forts en thème

Instituer une sixième commune suppose l'organisation de véritables écoles moyennes (au-delà de la formule actuelle des C.E.S.) sur une base unitaire. Le tronc commun est une farce s'il revient à donner les mêmes aliments à des êtres qui restent fondamentalement différents. L'élève de lycée n'a rien de « commun » avec l'élève de C.E.G. ou de classe de transition. Les mêmes droits dans la ségrégation, c'est la farce de l'égalité.

Est-ce en quatrième, est-ce en deuxième que doit s'effectuer le

branchement des options significatives (et le latin est — objectivement — l'une d'elles) ? On en discute. Il n'est personne pour penser qu'il faille le situer à l'âge de la sixième. C'est pourtant ce qui se fait et se fera encore, avec plus ou moins de dissimulation.

On le comprend, car en créant une sixième vraiment commune, c'est tout l'édifice actuel de l'enseignement secondaire que l'on voue à la ruine. Comme on ne le veut pas, comme on tient à conserver le mécanisme par lequel la bourgeoisie se reconstitue en permanence, on ne fait pas de sixième commune...

Admettons qu'il en ait été autrement fin mai et qu'un ministre réellement socialiste ait pris en mains l'Éducation nationale. Il aurait aussitôt ouvert la possibilité d'une sixième commune : par la formation des maîtres qu'elle requiert. On ne peut y assurer un enseignement homogène si l'on maintient la distinction entre professeurs (spécialisés) et instituteurs (polyvalents), le magma des catégories qui aboutit à mettre dans les petites classes le personnel le plus instable et le moins garanti (auxiliaires, stagiaires, adjoints d'enseignement, etc.), l'incertitude théorique et pédagogique suit le sens d'un enseignement vraiment « secondaire ». Seule une formation professionnelle greffée sur une formation universitaire suffisante peut fournir les maîtres nécessaires par l'éclatement des « cases » préalablement définies où l'enfant se trouve brusquement plongé. Il faut remplacer la notion de classe liée à un type d'enseignement

— Par la notion de groupe liée à un type d'individu

— Par la réforme de l'organisation administrative et pédagogique des établissements afin de libérer toutes les possibilités de gestion commune, (parents, enseignants, élèves, administrateurs) de travail commun, d'expérience pédagogique et de formation permanente

— Par la définition de « normes » minimales qui permettraient de commencer à établir de véritables « sixièmes communes » là où cela est possible dès la prochaine rentrée et d'en étendre rapidement l'institution : les directions d'établissement, les conseils municipaux, les autorités académiques doivent prendre leurs responsabilités et en répondre à leur niveau.

Telle aurait été, pour l'essentiel, l'attitude d'un ministre socialiste sur ce point précis, dans le cadre d'une plus vaste réforme capable de créer une évolution irréversible. Il est vrai que dans le gouvernement que certains envisageaient de porter au pouvoir fin mai 1968, le ministre de l'Éducation nationale n'aurait peut-être pas été un socialiste, tel que nous l'entendons, mais... un autre radical ; pourquoi pas M. Hippolyte Ducos par exemple, dont on comprend qu'il regrette l'école du 19^e siècle : c'est celle qui l'a formé.

La vérité sur le Biafra

Manuel Bridier

Après des mois de silence où l'on mourait au Biafra, ni plus ni moins qu'aujourd'hui, dans l'indifférence du monde entier, voici que les bonnes consciences et les mauvaises digestions se réveillent à qui mieux mieux.

Dirigeants africains et commentateurs étrangers se retrouvent d'accord pour déplorer les méfaits du tribalisme et pour en faire la cause principale du drame nigérian.

S'il est vrai que les guerres tribales ont existé bien avant l'arrivée des européens — ni plus ni moins que les guerres entre les peuples d'Europe — il est certain que la traite des noirs, en transformant les prisonniers de guerre en marchandise négociable, allait constituer un puissant facteur de nouveaux conflits entre les populations côtières et les habitants de l'intérieur. Loin de mettre fin à ces conflits, les Européens s'en sont servi, d'abord pour commencer, ensuite pour étendre leur domination, en apportant un soutien à des alliés éphémères, bientôt réduits à leur tour au statut d'un protectorat.

Les impératifs de l'exploitation coloniale ont certes amené l'administration occupante, une fois établie son autorité, à faire cesser les batailles. Mais les moyens employés ne s'en prenaient qu'aux effets des guerres, dont ils aggravaient au contraire les causes. A la fois, par machiavélisme politique et par simple facilité, les Européens n'ont cessé de favoriser les uns contre les autres, d'utiliser certains peuples comme auxiliaires, créant ou amplifiant les inégalités économiques et culturelles, aboutissant quelquefois à de véritables spécialisations fonctionnelles, analogues à bien des égards à celle des Juifs en Europe — d'où l'hostilité bien connue contre les Baloubas au Congo, les Dahoméens en Afrique occidentale « française », les Ibos en Nigéria.

Dans ce dernier pays, le pavillon britannique recouvrait une incroyable diversité de situations juridiques, depuis des colonies de la Couronne jusqu'à de grands sultanats d'administration indirecte. A la veille de l'indépendance, il paraissait difficile d'envisager un état unique. On a beaucoup parlé à cet égard de l'opposition entre le sud animiste ou chrétien et le nord islamisé. Derrière cette opposition, réelle mais volontiers entretenue, se développait la lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie mercantile et déjà partiellement industrielle de la côte et les grands seigneurs féodaux du nord.

De son côté, le colonialisme britannique redoutait les effets économiques d'un éclatement. Il subordonnait l'octroi de l'indépendance à l'acceptation d'un gouvernement central. Ainsi, après avoir lui-même contribué à la division des peuples et au développement des hostilités entre eux, il leur imposait la cohabitation à l'intérieur de cette marmite infernale qu'allait devenir la Fédération du Nigéria. La bourgeoisie Ibo de l'Est, avec le Dr Azikiwe — représentant l'une des rares familles de banquiers et d'industriels africains — s'alliait à la féodalité du Nord pour l'exploitation des peuples nigériens, tandis que la moyenne bourgeoisie et la chefferie yorouba de l'Ouest était exclue du partage et poussée dans l'opposition.

La préservation de l'unité nigérienne fut alors considérée comme une grande victoire politique, aussi bien dans les milieux colonialistes que chez les nationalistes africains. Avec ses 50 millions d'habitants (55 d'après les chiffres officiels) le Nigéria devenait de loin le plus grand pays d'Afrique. Sa dimension allait permettre, pensait-on, le développement d'activités économiques plus rentables et l'instauration d'une société néo-capitaliste, rendue malaisée par l'exiguïté du marché dans les micronationalités de l'Afrique francophone.

Les premières années virent en effet la création d'assez nombreuses entreprises, dans les domaines les plus divers : pneus, gramophones, lampes électriques, allumettes, bouteilles, conserves, etc. La plus grande partie du capital de ces entreprises paraît avoir été souscrite par des Nigériens. Lagos est d'ailleurs la seule ville de l'Afrique Noire indépendante où fonctionne une bourse des valeurs, où le volume des transactions était, avant la crise actuelle, de l'ordre de 500.000 livres sterling par mois.

On devait bientôt s'apercevoir assez vite que la dimension du marché ne coïncide par nécessairement avec la dimension de l'Etat. Elle est aussi largement fonction de la solvabilité des clients, c'est-à-dire du niveau de vie de la population. Les possibilités d'investissement locales demeuraient réduites et les exportations de capitaux vers les régions industrialisées du monde — sans atteindre les proportions habituelles dans de nombreux pays sous-développés — ne tardèrent pas à peser sur la balance des paiements, en même temps que se tarissait le flux des investissements étrangers.

En 1964, à la veille des troubles sociaux qui allaient marquer le début de la crise, les investissements



Derrière le crime

A.F.P.

étrangers n'avaient pas atteint 15 % des prévisions et il manquait environ 200 millions de livres pour la réalisation des projets dont le gouvernement attendait le taux de croissance assez modéré de 3 % par an. Le même essoufflement se manifestait d'ailleurs sur le marché financier local, puisque le quatrième « Emprunt pour le développement », d'un montant de 9,6 millions de livres, avait dû être souscrit à concurrence de 61,7 % par la Banque Centrale elle-même.

C'est là une situation caractéristique d'un certain niveau de développement et des obstacles qu'il rencontre dans le cadre du système néo-colonialiste.

La prospérité économique apparente du Nigéria ne se traduisait en aucune manière par une augmentation du niveau de vie moyen de sa population, qui ne dépassait pas 24 livres par personne et par an, chiffre courant pour l'ensemble des pays africains et sensiblement inférieur à celui des plus avancés, comme le Ghana et la Côte d'Ivoire.

De 1960 à 1963 les salaires sont restés bloqués malgré la hausse constante du coût de la vie. Les experts officiels proclamaient la nécessité du blocage des salaires pour favoriser les profits et les investissements capitalistes. La situation devenait ainsi chaque jour plus intolérable pour les masses paysannes et pour le prolétariat des villes.

Le gouvernement réactionnaire présidé par Sir Tafawa Balewa, porte-parole des féodaux, sous-estima grossièrement les possibilités de révolte. Après avoir dissous le gouvernement provincial de l'ouest et fait

arrêter le chef Awolowo, leader de la petite bourgeoisie yorouba, il interdisait toute manifestation syndicale publique et *a fortiori* toute grève.

Une grève nationale des services publics allait cependant éclater en septembre 1963. Par delà les nombreuses divisions syndicales et les diversités ethniques, cette grève constituait la première manifestation unitaires des salariés nigériens. Quelques mois plus tard, en juin 1964, le Comité d'Action Commune (Joint Action Committee), créé en 1963, appelait à la grève générale pour protester contre les lenteurs et les insuffisances des mesures sociales du gouvernement.

La réponse dépassa toutes les espérances quant au nombre des grévistes et à l'extension géographique du mouvement. Le nombre total des grévistes dépassa le demi-million, c'est-à-dire la très grande majorité de la population salariée, sans aucune exception régionale ou raciale. Les grandes villes du nord comme Kano et Kaduna virent pour la première fois des travailleurs autochtones haoussas faire grève au côté des travailleurs immigrés ibos ou yoroubas contre leurs patrons et leur gouvernement.

Pendant 13 jours le pays fut entièrement paralysé. Le mouvement conserva son unité malgré les menaces et les provocations policières. Il se termina finalement par un compromis, gouvernement et entreprises devant annuler tous les licenciements et payer intégralement les heures de grève.

Au moment où le Nigéria tout entier paraît s'effondrer dans les guerres tribales, il ne faut pas oublier que les luttes sociales y avaient atteint, quatre ans plus tôt, le plus haut niveau jamais connu en Afrique. Les oppositions de classe l'emportaient alors sur les antagonismes ethniques — observation d'autant plus importante que les événements de 1964, si paradoxal que cela puisse paraître aujourd'hui, sont directement à l'origine de la situation actuelle.

Il ne s'agissait pas en effet d'une simple grève revendicative. Les organisations syndicales s'en prenaient directement à l'action du gouvernement, à la corruption colossale des ministres et de tous les « hommes politiques à gros ventres ». A quelques mois des élections générales de 1965, cette levée de boucliers faisait réfléchir les politiciens de l'est, inquiets de voir les forces populaires dénoncer leur coalition avec les féodaux nordistes. Avec l'encouragement des Etats-Unis, les dirigeants politiques de la bourgeoisie ibo, dont le Dr Okpara, chef du gouvernement provincial de l'est, entreprirent de renverser les alliances. A la coalition du nord et de l'est contre l'ouest, succédait une coalition du sud tout entier contre le nord ; par delà ces aspects régionaux et tribaux, réels mais insuffisants pour expliquer le

phénomène dans son ensemble il s'agissait aussi d'une nouvelle alliance de classes. La grande bourgeoisie nationale redoutait les conséquences d'une politique trop ouvertement réactionnaire. Elle cherchait à se servir du mouvement populaire pour se débarrasser des féodaux et pour instaurer avec l'aide de Washington un gouvernement d'apparence plus libéral, capable d'amadouer les travailleurs tout en sauvant l'essentiel des intérêts capitalistes.

La « Grande Alliance pour le Progrès », constituée par les partis bourgeois et tribalistes de l'ouest et de l'est bénéficia en effet du soutien des syndicats et du petit Parti Socialiste nigérian. La plupart des observateurs s'attendaient alors à une victoire électorale de l'alliance, dont les dirigeants estimaient que les féodaux nordistes ne feraient pas sécession, une partie de leur fortune étant désormais investie dans les entreprises du sud.

Le gouvernement de Sir Tafawa Balewa ne reculera pas devant les grands moyens. Les listes électorales furent truquées dans des proportions exceptionnelles, même pour l'Afrique. Le « Grande Alliance » décida de boycotter les élections, qui donnèrent ainsi aux nordistes et à leurs quelques alliés du sud une majorité douteuse avec, dans certaines régions, 70 % d'abstentions. Pourtant, après quelques jours d'hésitation, le président de la République, Azikiwe, entérina les résultats électoraux et la coalition fut reconstituée.

Quelques jours plus tôt, les leaders étaient acclamés, dans l'ouest, par la population yorouba. Leur trahison de 1965 explique pour une large part l'isolement dont ils sont aujourd'hui victime — et avec eux toute la malheureuse population de l'est. Ce deuxième renversement d'alliance est plus difficilement explicable que le premier. Il semble que les milieux capitalistes et marchands de l'Est aient craint d'être débordés, qu'ils se soient rendu compte de leur insuffisance comme classe économique dirigeante et qu'ils aient préféré conserver le soutien des féodaux.

Dès lors, l'état nigérian était condamné.

Ce furent d'abord de jeunes officiers progressistes originaires du Sud qui renversèrent le gouvernement, dont la plupart des membres, président du Conseil en tête, furent sommairement exécutés. Parmi ceux qui payèrent ainsi plusieurs années de rapine et de prévarications, tous n'étaient pas du Nord mais les Nordistes étaient la majorité. Dans les régions féodales les plus arriérées, leur assassinat fut interprété comme un crime racial et non comme l'exécution de quelques voleurs.

Accueilli avec enthousiasme par les syndicats et les masses populaires le soulèvement fut presque aussitôt canalisé par la bourgeoisie en place. Par un véritable contre-coup d'état, le pouvoir fut enlevé aux jeunes offi-



Un génocide parmi d'autres.

A.F.P.

ciers pour passer aux mains de l'ancien chef d'état-major le général Ironsi.

Les mois passant, la popularité d'Ironsi disparut. Les conflits sociaux reprirent. Soutenu par la Grande-Bretagne, Ironsi cherchait désespérément à rétablir l'ordre et l'unité, pour restaurer les conditions d'une exploitation néo-colonialiste rentable. C'est alors qu'il commit l'erreur de vouloir transformer le Nigéria en un état unitaire, abolissant d'un seul coup les autonomies provinciales. Assassiné à son tour, il était remplacé par le colonel Gowon, aujourd'hui encore chef théorique du gouvernement central.

Les féodaux du Nord se servirent du dernier coup d'état pour restaurer leur pouvoir chancelant en déchaînant le racisme et le tribalisme de leurs sujets. Sous prétexte de venger les anciens ministres assassinés, les paysans haoussas se livrèrent à de véritables pogromes sur les minorités sudistes, principalement sur les Ibos. Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent massacrés.

Pendant plusieurs mois, le pouvoir central avait pratiquement disparu.

La reconnaissance des réalités tribales, une plus large autonomie des provinces, des garanties aux populations minoritaires dans les provinces elles-mêmes auraient encore pu créer le cadre juridique nécessaire à la survie d'un Nigéria fédéral. Ni le rapport des forces à l'intérieur ni les immixtions étrangères ne permirent cette solution de sagesse.

Le colonel Gowon reprit la politique « unitaire » du général Ironsi.

Au lieu d'abolir les provinces autonomes au profit d'un état unifié, il voulut diviser les quatre provinces en une multitude de petites circonscriptions, ce qui aboutissait en fait au même résultat : le renforcement du pouvoir central et l'émiettement des autorités régionales autonomes. Il s'agissait avant tout, pour le gouvernement du Lagos, de faire éclater la province orientale afin de réduire la puissance politique des Ibos, dont les tendances sécessionnistes commençaient à s'affirmer en réaction aux programmes du Nord.

Le gouverneur militaire de l'Est, le colonel Ojukwu, refusa d'accepter le morcellement de sa province. Après plusieurs mois de négociations infructueuses, il proclamait l'indépendance du Biafra. Quelques mois encore d'hésitations et ce fut enfin le déclenchement de l'offensive militaire, au moment où la question se posait de savoir à qui les compagnies pétrolières de Port-Harcourt paieraient les impôts.

On a beaucoup dit — et le président Sekou Touré le proclamait encore officiellement il y a quelques jours — que le Biafra n'aurait jamais existé si le pétrole ne coulait pas sur son territoire. D'où le parallèle facile avec le Katanga et la dénonciation tout théorique de l'impérialisme international.

Certes, il n'est pas douteux que certains intérêts financiers trouvaient leur compte à cette situation. Tandis que les grandes compagnies britanniques et la plupart des entreprises américaines jouaient la carte du Nigéria, les outsiders pouvaient espérer s'infiltrer à la faveur de la sécession. Tel est notamment le rôle que les autorités de Lagos prêtent aujourd'hui aux groupements pétroliers français, non sans quelque raison semble-t-il.

A cette intervention vraisemblable d'intérêts capitalistes relativement marginaux, s'oppose ouvertement l'intervention officielle de plusieurs puissances, dont l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, en faveur des troupes fédérales. Pour le gouvernement de Londres, il s'agit d'une politique permanente, inchangée depuis la première conférence constitutionnelle. Pour les soviets il s'agit de flatter les bureaucraties africaines, dont le pouvoir et la richesse est fondée sur la permanence des états actuels, hérités de la colonisation, et pour qui toute remise en cause des structures administratives — et à plus forte raison de la répartition territoriale — est une intolérable menace.

La question est de savoir si le peuple ibo, comme tous les peuples du monde, a le droit de refuser une domination étrangère et de choisir lui-même son destin.

A cette question, les socialistes révolutionnaires ont généralement répondu en subordonnant les aspirations nationales à la lutte des classes, en ne soutenant les premières que dans la mesure où elles coïncident avec la seconde, en les dénonçant comme réactionnaires quant elles semblaient s'y opposer.

Les événements du Biafra nous amènent, après bien d'autres, à nous interroger sur cette réponse. Partout en Afrique, pour ne pas dire dans le monde entier, l'oppression des minorités ethniques et linguistiques par les états centralisateurs de type jacobin la négation de leur existence et de leur culture conduit à une répression générale. Loin de favoriser les luttes sociales et le progrès politique, ces répressions déterminent chez les peuples soumis — et quelquefois chez leurs oppresseurs eux-mêmes — des réactions d'appartenance qui retardent la maturation des conflits sociaux et font le jeu, de part et d'autres, des éléments réactionnaires ou conservateurs.

Il nous semble donc qu'il faut réviser sur ce point la position marxiste traditionnelle, telle que Lénine l'a exprimée notamment. Il faut constater les contradictions de classe se développant à l'intérieur des sociétés nationales concrètes et que l'oppression de ces sociétés en tant que telles est un obstacle à leur développement. Il faut affirmer que le droit des peuples à l'indépendance — même utilisé dans des conditions ambiguës par les bourgeoisies nationales — n'est pas affaire de circonstance mais condition préalable au progrès des forces populaires dans les nations libérées.

Telle est la raison pour laquelle nous refusons de nous joindre à la condamnation sommaire du Biafra par certains milieux anti-impérialistes. Nous pensons au contraire qu'une politique anti-impérialiste conséquente passe par la reconnaissance du droit de tous à l'indépendance nationale, condition d'une solidarité internationale véritable. □

Tribune libre

Prague vu de la Havane et de Pékin

Henry Rosengart

La position prise par Fidel Castro sur le drame tchécoslovaque a embarrassé la plupart des sympathisants de la révolution cubaine. Il importe donc de bien comprendre le contenu d'un discours trop long et consistant pour pouvoir être résumé en quelques lignes. Nous allons voir ainsi que l'allocution de Castro est intéressante à deux titres au moins : 1° elle reprend sans aucune équivoque toutes les critiques sévères que le P.C. cubain ne cesse de faire à l'U.R.S.S. au nom de certains principes fondamentaux que toute révolution anticapitaliste est tenue, selon eux, de respecter, sous peine de déperir ; 2° elle constitue le développement rigoureux et logique du postulat suivant que Castro admet (ou feint d'admettre) : il existe un « camp socialiste » ayant l'U.R.S.S. pour chef de file. C'est donc dans la mesure où un tel postulat peut être contesté que ses conséquences logiques, c'est-à-dire la position cubaine, sont critiquables.

Essayons de voir brièvement comment procède le leader cubain. Il commence par reprocher à la Tchécoslovaquie d'avoir amorcé un rapprochement économique avec les U.S.A. et la R.F.A. (il importe de souligner ici que Castro ne s'interroge pas sur les motifs économiques de ce rapprochement) auquel correspond, assure-t-il, « toute une série de faits d'ordre politique », certains positifs, d'autres négatifs, développant ainsi deux courants : l'un justifiait le changement, l'autre transformant celui-ci vers une politique réactionnaire, ce qui « divisait les esprits ».

Traits « positifs » : consignes « indiscutablement correctes (...) relations aux méthodes incorrectes du gouvernement, à la politique bureaucratique, au divorce avec les masses », etc. ; tentative d'élaboration d'une voie originale vers le socialisme.

Traits « négatifs » : consignes politiques en faveur des partis d'opposition ; négation du rôle d'avant-garde du P.C., celui-ci ne devant plus être qu'une sorte de « guide spirituel » ; révision du concept de dictature du prolétariat. (« On ne peut donner de droit politique (...) aux anciens exploités »). D'où découle « la liberté » de presse bourgeoise, ce qui signifie reconnaître le droit à la contre-révolution et aux exploités, et même aux ennemis du socialisme, de parler et d'écrire librement contre le socialisme.

(Dans cet article, nous nous contentons en tentant de reproduire, de les comprendre, les thèses principales de La Havane et de Pékin. Notons toutefois — car cette question est très importante pour l'avenir du socialisme en France — que la conception castriste de la liberté de la presse, pour léniniste qu'elle soit, n'en est pas moins contestable — cela au nom même de l'efficacité révolutionnaire. Nous renvoyons ici le lecteur aux critiques que Rosa Luxembourg adressait, dès 1904, à Lénine. « La liberté », affirmait-elle, « c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. » Sans la liberté d'expression, disait-elle en substance, la révolution se sclérose, ce qui présente un danger infiniment plus grand que celui auquel on s'expose en laissant la parole aux réactionnaires qui se sont glissés dans les rangs de la révolution.)

Enfin Castro formule la grave accusation suivante : « Il est certain qu'il s'est produit peu à peu un processus d'accaparement des principaux organes de diffusion de la part des éléments réactionnaires. »

Ici, plus d'un lecteur bondira. Mais Castro ajoute immédiatement la précision suivante : « Il y a eu toute une série de consignes de politique étrangère qui se rapprochaient franchement des conceptions et des thèses capitalistes, des consignes qui prônaient un rapprochement avec l'Occident. » Or — et la suite du discours le souligne sans aucune ambiguïté, donnant à cette accusation une portée très précise — cette politique de « rapprochement avec l'Occident », ces « conceptions et thèses capitalistes », bref, ces effets d'une politique « réactionnaire », ne caractérisaient pas seulement la politique de l'équipe Dubcek, mais distinguaient plus généralement, et distinguent toujours... la politique intérieure et extérieure de l'Union Soviétique !

Nous sommes ici au cœur des thèses cubaines. On peut alors se demander si la Tchécoslovaquie ne sert pas à Castro de prétexte à des accusations précises :

1° Critique d'une politique qu'il ne qualifie pas, mais qui n'est autre que la politique stalinienne de « construction du socialisme dans un seul pays » — autrement dit, une politique qui a pour conséquence un soutien platonique aux mouvements révolutionnaires dans le monde « en attendant » que la construction du socialisme soit achevée en U.R.S.S.

Cette politique trouvant son aboutissement dans l'actuelle « co-

existence pacifique » dont les effets sont les suivants : rapprochement avec les Etats-Unis ; accords sur le respect des « zones d'influence » ; aide militaire au Vietnam toujours en retard d'une escalade ; aide technique et financière à des gouvernements oligarchiques, comme ceux d'Amérique latine ; appui donné aux directions droitières des P.C. latino-américains (pour ne parler que de ceux-ci) ; aide non désintéressée aux pays sous-développés, fussent-ils socialistes (comme Cuba), etc.

2° Critique de la politique intérieure néo-stalinienne (correspondant à la période d'industrialisation légère et de production de biens de consommation) qui s'exprime par le souci de « rattraper » le niveau des pays capitalistes développés (communisme du goulasch), de réaliser aussi vite que possible la société dite de consommation, avec toute l'idéologie que, selon Castro, une telle société charrie avec elle, ce qui implique notamment, et au premier chef, l'introduction de certaines réformes économiques (Liebermann, Sik, etc.) qui tendent, déclare Castro, « à accentuer de plus en plus les rapports mercantiles au sein de la société socialiste : les profits, les bénéfices, etc. ». A démontrer.

Or, affirme-t-il « l'idéal de la société communiste ne saurait être l'idéal de la société bourgeoise industrialisée (...) de la société de consommation bourgeoise - capitaliste ».

L'approbation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie prend ainsi, quelque critique qu'en puisse faire Castro, et quoi qu'on pense de son analyse, un sens très précis. Lorsque Castro déclare : « Le régime tchécoslovaque marchait vers le capitalisme et marchait inexorablement vers l'impérialisme », cette accusation, absurde et mensongère (par tout ce qu'elle sous-entend) dans la bouche des dirigeants soviétiques, prend un sens profondément différent dans celle de Castro : selon lui, la Tchécoslovaquie marchait vers le capitalisme dans la mesure — et dans cette seule mesure — où l'U.R.S.S. suit la même voie !

Vers un rapprochement Pékin - La Havane

On reconnaît ici l'attaque principale formulée depuis des années par les dirigeants chinois envers les « révisionnistes modernes ». La conjonction de vues entre La Havane et Pékin apparaît clairement, en particulier, dans les violentes attaques portées contre la Yougoslavie, contre Tito. « ce révisionniste connu, historiquement condamné par le mouvement révolutionnaire et qui a joué le rôle d'agent de l'impérialisme » : ce n'est pas Mao qui parle ici, c'est Castro ! Car pour l'un comme pour l'autre, la Yougoslavie est à tort ou à raison à l'avant-garde du « révisionnisme » ; la politique de rapprochement entre Moscou et Belgrade est considérée comme la conséquence politique du fait que l'U.R.S.S. et les autres pays de

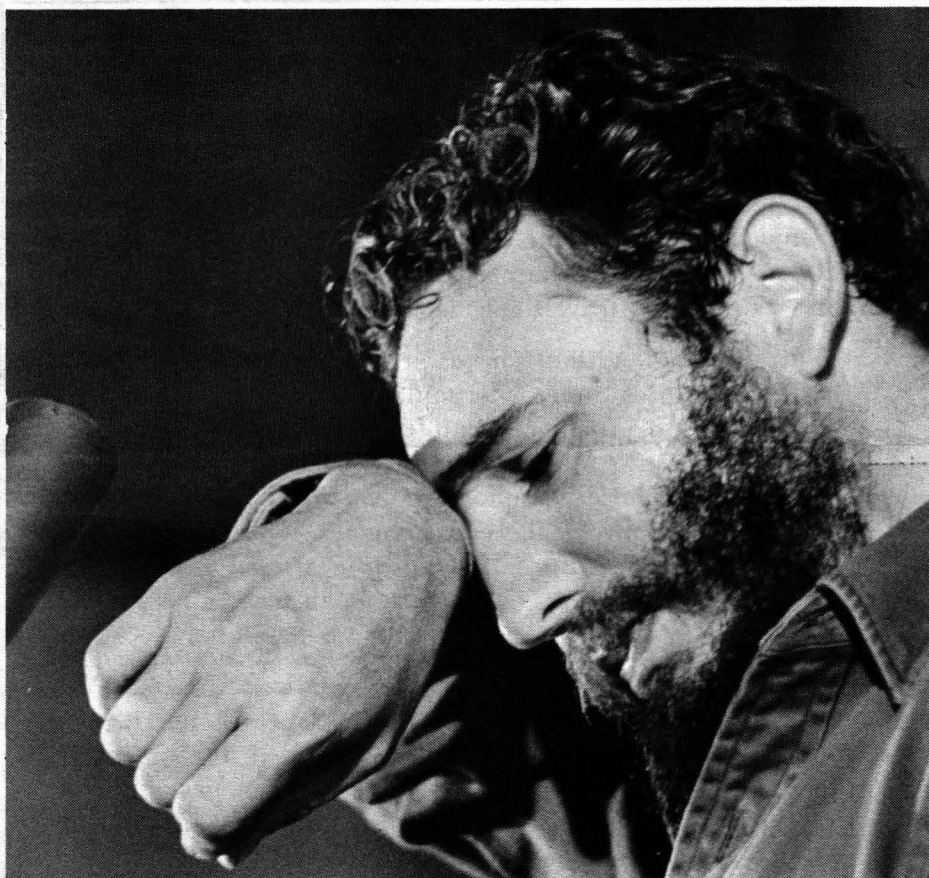
l'Est sont conduits, prétendent les Cubains et les Chinois, à suivre la même voie économique : introduction de capitaux étrangers, rétablissement des lois capitalistes du marché, rôle croissant des stimulants matériels — profit, concurrence, etc.

Les dirigeants des P.C. chinois et cubains se retrouvent ainsi pour stigmatiser : la politique de coexistence pacifique telle que les Soviétiques la conçoivent ; la possibilité d'un passage pacifique au socialisme ; les réformes « libérales-bourgeoises » (comme disent les Cubains), ou « révisionnistes » (comme disent les Chinois — et comme commentent à le dirent les Cubains !) en pays socialistes. Surtout, ils se retrouvent non seulement pour dénoncer le bureaucratisme (dénoncer est facile : Staline lui-même ne cessait de le faire !), mais pour tenter de la combattre effectivement, chacun à sa manière : les Chinois par une révolution culturelle qui a bouleversé de fond en comble l'appareil du Parti ; les Cubains par le développement de la conscience communiste, la dénonciation inlassable des stimulants matériels, la généralisation du travail volontaire, etc. Dans les deux cas, il s'agit d'une révolution idéologique, le but étant de transformer les idées et les mœurs héritées du passé parallèlement au développement des forces productives (et non pas au terme de ce développement, car — disent en substance les Chinois et les Cubains — il est utopique de croire que la superstructure morale et idéologique se trouve mécaniquement liée à l'infrastructure économique et se développe spontanément avec cette dernière ; c'est pourquoi, si l'on ne fait pas dès le début l'effort de développer une conscience communiste, on s'expose à plus ou moins longue échéance, à se trouver devant la réalité paradoxale d'une économie socialiste et d'une idéologie bourgeoise, donc devant une société nécessairement bureaucratique, puisqu'elle résulte de la rupture accomplie entre les masses et une couche sociale privilégiée (apparatchiks, technocrates) issue d'un développement économique où les masses ne sont pas parties prenantes, mais parties « prises » — prises par le travail forcé (industrialisation lourde), prises par les stimulants matériels (industrialisation légère et production des biens de consommation), bref : prises d'une façon ou d'une autre et condamnées à ce que Castro appelle le « ramollissement idéologique »).

Ainsi (et quoi qu'on pense, encore une fois, de ces analyses de la société soviétique), la conjonction de vues entre Chinois et Cubains n'a jamais été plus grande qu'aujourd'hui. Etrange paradoxe ! dira-t-on.

Le point de vue chinois

Ceci dit, il existe bien sûr une différence entre les thèses chinoises et cubaines. Cette différence tient d'abord en ceci que les Chinois ont tiré toutes les conséquences politi-



Connaissait-il toutes les données du problème ?

Dalmás

ques de ce qu'ils nomment le renoncement de l'U.R.S.S. aux principes d'une véritable dictature du prolétariat (remplacée par la dictature de l'appareil du Parti et, en dernier lieu, du Bureau politique) et de l'internationalisme. Ce renoncement constitue selon eux la démonstration éclatante de la vraie nature du régime soviétique, à savoir un « chauvinisme de grande puissance » soucieux de protéger les intérêts nationaux de l'U.R.S.S. — c'est-à-dire en fait ceux de la couche bureaucratique et technocratique privilégiée (5 % de la population, selon le physicien soviétique Sakharov) dont les dirigeants soviétiques sont l'expression. Les concepts de « coexistence pacifique » et d'« État du peuple tout entier » ne sont là que pour justifier idéologiquement une réalité sociale et économique socialiste en apparence, « révisionniste » en réalité. Et ceci explique, disent les Chinois, le drame tchécoslovaque : de même que les intérêts de deux pays capitalistes sont contradictoires et peuvent dégénérer en conflits ouverts (les intérêts privés étant camouflés par de prétendus intérêts nationaux), de même les intérêts de deux pays « révisionnistes » en viennent à s'opposer.

Selon les Chinois, l'U.R.S.S. agit « objectivement » en puissance impérialiste ; elle a colonisé économiquement l'Europe orientale de même que les U.S.A. ont colonisé l'Europe occidentale. En Tchécoslovaquie, déclarent les Chinois, les dirigeants soviétiques craignaient de voir leurs intérêts impérialistes remis en cause par la « réaction en chaîne » sur les autres pays de l'Est européen (en particulier sur la R.D.A.) de la « libéralisation » d'un

pays économiquement très développé. On peut dès lors comprendre, en partant de cette thèse, que les dirigeants soviétiques ne peuvent en aucun cas tolérer une liberté d'expression qui remettrait infailliblement en cause leur hégémonie, notamment en Allemagne de l'Est où le vent de la « subversion » anti-russe ne demande qu'à se lever. D'où la censure imposée en priorité sur tous les problèmes touchant les relations de la Tchécoslovaquie avec les « pays frères » et les problèmes internes à ces pays. On peut d'ailleurs parier que si les Roumains décident de libéraliser à leur tour les moyens d'expression, ils en subiront les conséquences qu'on devine.

Nous n'avons tracé ici que la ligne fondamentale qui se dégage des thèses chinoises. On sait par ailleurs que les Chinois ne s'embarassent guère de nuances et qu'ils accusent franchement l'équipe Dubcek-Svoboda d'avoir trahi « l'héroïque peuple tchécoslovaque » en acceptant le diktat de Moscou. La place nous manque ici pour commenter ce point de vue. Disons seulement que, pour les Chinois, il n'y a que deux voies possibles : la résistance ou la collaboration. L'avenir montrera s'ils ont raison ou tort de se montrer si catégoriques. Ce que nous voulons souligner ici, c'est la cohérence de la ligne principale de leur analyse. Pour refuser celle-ci, il faut partir de prémisses différentes, faire par exemple ce qu'a fait Castro : admettre que l'U.R.S.S. est effectivement un pays socialiste, le bureaucratisme n'étant que la conséquence d'une ligne politique erronée, susceptible d'être révisée par ceux-là mêmes qui l'appliquent depuis des années. Du moins Castro espère-t-il que cette révision se fera : « Cela veut-il dire

que l'Union Soviétique prend conscience de la nécessité de mettre un frein à ces courants (capitalistes) ?... ». Ou bien il se montre « préoccupé » : « Nous sommes préoccupés par le fait que jusqu'à présent, dans leurs déclarations et dans l'explication qu'ils ont donnée des faits, les pays qui ont envoyé leurs divisions en Tchécoslovaquie n'ont fait aucune imputation directe à l'impérialisme yankee. »

Castro est-il dupe ?

La question qui se pose est évidemment la suivante : en faisant part de ses espoirs et de ses préoccupations, Castro est-il dupe ? Se fait-il vraiment des illusions sur l'U.R.S.S. ? (« Quelles sortes de communistes serions-nous », va-t-il jusqu'à déclarer, « et quelle sorte de révolution communiste serait la nôtre si au bout de vingt ans, nous nous trouvions dans la nécessité de faire une chose semblable pour la sauver ? » « Nous pourrions nous demander s'il vaudrait la peine qu'après vingt ans, pour pouvoir survivre, une révolution doive recourir à de tels procédés. ») Castro ne croit-il pas, au fond, que les dirigeants soviétiques ne reconsidéreront en aucun cas leur politique intérieure et accentueront leurs efforts de rapprochement avec les U.S.A. ? Ne pense-t-il pas surtout que le succès de la révolution cubaine dépend toujours, non seulement de l'aide militaire et économique de l'U.R.S.S., mais — surtout — du fait essentiel que cette aide n'est pas (comme il l'a tristement constaté dans son discours) désintéressée, mais (ce qu'il n'a pas dit, ou n'a pas voulu dire) qu'elle n'est qu'un aspect de la rivalité mondiale entre les deux géants de la planète ? Peut-être estime-t-il que ce n'est pas par amour de la révolution cubaine que les dirigeants soviétiques accordent leur aide à celle-ci, mais que Cuba est une de leurs pièces maîtresses dans la gigantesque partie d'échecs qui les oppose à l'impérialisme américain ? Et peut-être est-ce justement parce qu'il ne se fait aucune illusion sur l'amour que nourrissent à l'égard de son pays les représentants de la bureaucratie soviétique qu'il ose leur jeter au visage un certain nombre de vérités de nature exclusivement doctrinale (c'est-à-dire tolérables, à l'inverse des vérités brutales que les communistes chinois énoncent inlassablement). Justement parce qu'il pense, d'une part : que l'aide soviétique étant seulement la conséquence d'intérêts politiques et diplomatiques fondamentaux, ne risque donc pas d'être remise en cause par des questions de principe. D'autre part (ce qui fixe la limite que ses accusations ne peuvent outrepasser) : parce que la condamnation de l'U.R.S.S. sur un chapitre directement lié à sa politique des « zones d'influence » permettrait aux États-Unis de renouveler l'affaire de Saint-Domingue en toute impunité...

C'est justement dans la mesure où Castro approuve l'intervention en Tchécoslovaquie qu'il peut alors mettre les dirigeants soviétiques au pied du mur : « Puisque vous ne permettez pas à un seul maillon de la communauté socialiste d'être arraché, leur déclare-t-il, nous demandons : les divisions du Pacte de Varsovie seront-elles également envoyées au Vietnam si les impérialistes yankees augmentent leur agression et si le peuple vietnamien demande cette aide ?! (...), en République Démocratique de Corée si les impérialistes yankees attaquent ce pays ?! (...), à Cuba si les impérialistes yankees attaquent notre pays ou même si, devant la menace d'une attaque des impérialistes yankees, notre pays le demande ?! » Faut-il dès lors s'étonner si le Vietnam du Nord, la Corée et Cuba ont tous trois approuvé l'intervention russe en Tchécoslovaquie ? Qui parlera encore, après cela, de la possibilité d'une « troisième voie » ?

Le temps est loin où la morale révolutionnaire et les intérêts fondamentaux de la révolution mondiale dictaient leurs actes aux bolcheviks. On peut discuter pour savoir à quand remontent les premières dérogations à leurs principes, mais quels que soient les points de vue, on peut légitimement soutenir que ce moment est antérieur au 30 décembre 1922, date où Lénine écrit ces remarques désabusées :

« Nous appelons notre un appareil qui, de fait, nous est encore foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes, qu'il nous était absolument impossible de transformer en cinq ans faute d'avoir l'aide des autres pays et alors que prédominaient les « préoccupations » militaires et la lutte contre la famine.

« Dans ces conditions, il est tout à fait naturel que la « liberté de sortir de l'union », qui nous sert de justification, apparaisse comme une formule bureaucratique incapable de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russe, du chauvin, de ce gremlin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique. Il n'est pas douteux que les ouvriers soviétiques et soviétisés, qui sont en proportion infime, se noieraient dans cet océan de la racaille grand-russe chauvine, comme une mouche dans du lait.

« (...) Avons-nous pris avec assez de soin des mesures pour défendre réellement les allogènes contre le typique argousin russe ? Je pense que nous n'avons pas pris ces mesures, encore que nous eussions pu et dû le faire.

« Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de Staline et son goût pour l'administration, ainsi que par son irritation contre le fameux « social-nationalisme ». L'irritation joue généralement en politique un rôle des plus désastreux. (...)

« Ici se pose une importante question de principe : comment concevoir l'internationalisme ? » □

● Chaque jeudi
**TRIBUNE
SOCIALISTE**

vous propose les solutions de l'alternative socialiste aux problèmes de l'actualité :

- l'emploi - la décolonisation de la province
- la lutte extra-parlementaire.
- contre l'impérialisme américain.
- pour une Europe des travailleurs
- la recherche d'une culture populaire.
- contre la soumission de la presse et de l'information, etc...

Des rubriques permanentes et aussi 3 pages d'Arts et Lettres

**POUR
LA VICTOIRE
DU
SOCIALISME**

ABONNEZ-VOUS
SOUTENEZ « T.S. »

- 6 mois 18 F
- 1 an 35 F
- Soutien à partir de 70 F

54, bd Garibaldi
Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58-26-65

Le PSU ne présente pas de candidats aux élections sénatoriales

Dans son programme concernant les institutions, le P.S.U. a toujours envisagé la suppression du Sénat qu'il considère comme une assemblée de notables, à prépondérance rurale, inutile si elle est dépourvue de pouvoirs, dangereuse si elle en est dotée, car il a toujours constitué un frein par rapport à l'assemblée élue au suffrage universel direct.

Conjointement, le P.S.U. a toujours réclamé la création d'une assemblée économique, élue démocratiquement et composée d'hommes qualifiés par leurs compétences particulières dans le domaine économique et social, assurant une représentation des différentes couches sociales de la nation, proportionnellement à leurs effectifs. Cette assemblée, dotée de pouvoirs réels, aurait comme tâches principales la préparation d'un plan et le contrôle de son exécution, mais aussi l'application de la légis-

lation sociale et son extension, et la réforme du secteur de production nationalisé dans le sens d'une prise en main de leurs affaires par les travailleurs eux-mêmes.

Agitant son propre projet de réforme depuis des années, le gaullisme envisage maintenant de manière semble-t-il plus certaine la suppression du Sénat et son remplacement par un Conseil Economique et Social, selon des modalités encore très vagues et sur lesquelles le P.S.U. prendra position quand elles seront précisées.

Dans ces conditions, le P.S.U. n'a pas jugé utile de présenter des candidats aux élections sénatoriales de dimanche prochain. Dans la suite du mouvement de mai, le P.S.U. entend se consacrer à des tâches plus urgentes que celle de la bataille pour une assemblée inutile et de toute façon moribonde.

**La vie des
Fédérations**

La Fédération de Seine-Maritime du PSU a organisé dimanche 15 septembre une journée d'information près de Rouen. Plus de quatre-vingt camarades y ont assisté, ce qui montre les grands progrès de cette fédération.

Le débat a permis de confronter les expériences faites par les militants au cours du mouvement de mai et de faire l'inventaire des questions qu'ils se posent sur le développement du Parti.

Robert Dubreuil, Secrétaire fédéral a ensuite résumé les analyses communes sur la période récente, et Michel Rocard, Secrétaire National du PSU a défini, en conclusion, les lignes générales de l'action du PSU pour l'année qui vient.

**SOS étudiants
tchécoslovaques**

Les camarades qui voudraient aider des étudiants tchécoslovaques (offres de logement provisoire, ou fonds) peuvent s'adresser au mouvement d'entraide S.O.S. *Etudiants tchécoslovaques*, 30, rue des Petites-Ecuries, Paris (10^e). Tél. 824-52-19. (locaux de l'association France-Tchécoslovaquie).

Jeunes
RENCONTRES REGIONALES
DE JEUNES TRAVAILLEURS
ET LYCEENS 21-22 Septembre 1968
région Centre :
22, rue Pierre-le-Vénérable, à
CLERMONT-FERRAND (63).

région Nord :
17, rue de Thumesnil, LILLE

PROGRAMME

samedi 21 :
14 h. La lutte de classe au-
jourd'hui;
21 h. Le PSU, son rôle.

dimanche 22 :
9 h. Travail en milieu jeune;
14 h. Organisation du travail
régional;
Préparation des Assises
Nationales de Grenoble.
S'inscrire de toute urgence au CCNJ
81, rue Mademoiselle - Paris (15^e)
SUF. 06-70

*
**
GRENOBLE 68 - 1, 2, 3 novembre
« Les Jeunes de la révolte à
la révolution ».

Matériel disponible

- *La Révolution trahie* de 1968, par André BARJONET 3,00 F
 - *Mai 68, Révolution manquée*, par Manuel BRIDIER 1,00 F
 - *Livre Noir des journées de Mai* : UNEF, SNE sup 5,00 F
 - *Mai 68* : disque 45 tours 5,00 F
 - Programme Santé du PSU 2,00 F
 - Statuts du PSU 1,00 F
 - Cahier du Centre d'Etudes Socialistes
 - N° 70-71 : Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier.
(Débat entre J.M. Vincent, Ernest Mandel, Gilbert Mathieu,
Bloch-Lainé 3,00 F
 - Livres des Etudes et Documentation Internationales
 - *La question chinoise dans l'Internationale Communiste* .. 16,10 F
 - *Pologne-Hongrie* : 1956 24,50 F
 - *Otto Bauer et la Révolution* 18,10 F
 - *Black Power* 16,20 F
 - *Lénine*, par Lukàcs 5,90 F
- (Joindre Chèque à la commande : Tribune socialiste, C.C.P. 5826 65 Paris — envoi franco.
Pour tout achat direct au 54, boulevard Garibaldi, ristourne de 10 %.)

**BULLETIN D'ADHESION
AU P.S.U.**

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,
PARIS-15^e

Livres

Le journal du "Che"

Christian A. Girault

Fait rare dans le domaine de l'édition : le « Journal de Bolivie » est publié simultanément en Italie, en Allemagne, aux États-Unis, à Cuba où le livre est distribué gratuitement et à Paris chez François Maspero (1).

Si l'original est évidemment resté en Bolivie, c'est à partir de photocopies parvenues à Cuba d'une manière qui n'a pas voulu être dévoilée, qu'a été établie la présente édition. Nous sommes donc en présence de l'authentique journal de campagne du « Che ».

Un tel document sera une source inappréciable pour les futurs historiens de la guerrilla bolivienne.

Le « Che » note chaque soir les événements de la journée.

Derrière les mots brefs, les phrases elliptiques, le lecteur sent la personnalité du chef de la guerrilla qui, au milieu des pires difficultés sait rester lucide, ce qui ne veut pas dire que le courage manque, au contraire.

Onze mois héroïques

Le journal commence le 7 novembre 1966, jour de l'arrivée du « Che » sur le terrain de la guerrilla. Il s'achève le 7 octobre 1967, veille du jour où le « Che » est fait prisonnier.

Les trois premiers mois (novembre-janvier) sont consacrés à la préparation de la guerrilla. Il s'agit d'établir des bases de départ qui pourraient à l'occasion être réutilisées (stockage d'armes et de médicaments). Il s'agit également d'aguerrir la troupe en l'unifiant, en fortifiant son moral. La préparation est enfin politique, qui permet de ne garder que des éléments décidés et convaincus idéologiquement. La négociation menée avec le secrétaire du Parti Communiste Bolivien, Monje, est, de ce côté, un échec. Cependant, plusieurs communistes boliviens participeront à la guerrilla, se désolidarisant par là-même de leur Parti.

A partir du mois de février, la guerrilla se met en marche. Le 23 mars 1967 a lieu le premier combat. Pendant les mois suivants, les accrochages avec l'armée se multiplient. Les pertes du côté gouvernemental atteignent peut-être cinquante à soixante-dix morts. La guerrilla a aussi ses pertes et « chacune est une défaite » note le « Che », fin juin 1967 car si l'armée peut remplacer les hommes perdus, la guerrilla ne le peut pas.

A partir du mois de juillet, la situation de la guerrilla est devenue précaire. le contact a été perdu avec une arrière-garde d'une dizaine d'hommes chargée de protéger la base de départ. De nouvelles recrues, il n'y en a pas. Les communications avec La Paz, Santa Cruz, Buenos Aires, La Havane — Régis Debray qui était venu visiter la guerrilla a été fait prisonnier — ont été coupées.

D'autre part, la collaboration des paysans est nulle. La guerrilla est contrainte d'éviter les villages. Des marches dans des conditions très difficiles finissent par avoir raison de la résistance physique de quelques guerrilleros. L'eau et la nourriture manquent très souvent. La mobilité du groupe en est beaucoup diminuée. Rien d'étonnant alors à ce que l'armée, malhabile, mais bien supérieure en nombre inflige des coups sévères à la guerrilla.

Le 26 septembre, l'avant-garde de la guerrilla tombe dans une embuscade. Les guerrilleros désormais se terrent ; la zone est quadrillée. Le 8 octobre, le groupe du « Che » est encerclé. Le « Che » est fait prisonnier, alors qu'il est blessé. Son fusil hors d'usage ne lui a pas permis de se défendre jusqu'au bout. Il est ensuite emmené au village proche d'Higuera, où il est lâchement assassiné sur ordre de La Paz. Mais cet ultime combat du 8 octobre et la mort du « Che », c'est Fidel Castro qui nous les raconte dans sa très intéressante Introduction.

Une préface

Les questions que l'on se pose à propos du « Journal de Bolivie » sont très nombreuses. Fidel Castro y répond en partie dans son Introduction.

Cependant, le débat doit s'instaurer autour de la guerrilla de Bolivie. Pourquoi a-t-elle échoué ?

Il ne s'agit ici, pour notre part, que de faire quelques remarques sur la composition de la guerrilla, sur le terrain choisi et sur les méthodes de lutte, en sachant que tous ces points avaient été soigneusement étudiés auparavant et que le « Che » avait sans doute voulu donner à cette guerrilla un caractère exemplaire puisque si elle avait réussi, il aurait voulu en faire une base pour le développement des guerrillas dans toute l'Amérique du Sud.

La guerrilla est peu nombreuse. Elle ne comprend jamais plus d'une cinquantaine d'hommes. Les forces



A.D.N.P.

de l'armée bolivienne, au début, ne sont pas très nombreuses et sont surtout très mal entraînées et manquent de moral. Mais, au fur et à mesure que la guerrilla est repérée, l'armée concentre des troupes et arrive à grouper deux mille hommes environ. Cette armée devient un peu plus efficace : Quelques « conseillers américains » font leur apparition.

Dans ces conditions, le problème le plus pressant pour la guerrilla est de mobiliser des hommes. Malheureusement, la rupture presque totale des contacts avec l'extérieur ne permet aucun recrutement. De plus, la « direction traîtresse » du PCB intercepte quelques volontaires pour la guerrilla.

La guerrilla composée pour environ 1/3 de Cubains, pour 1/3 de Boliviens et pour un dernier 1/3 de représentants de divers pays d'Amérique latine.

L'amalgame a été dans l'ensemble bien réalisé, grâce à l'esprit internationaliste fervent du « Che ». C'est cependant sur cette question qu'ont échoué les négociations avec le P.C.B.

Il semble, d'autre part que Debray et Guevara ne se soient pas très bien entendus.

Coupure avec les ouvriers

La Bolivie a été choisie comme champ d'action de la guerrilla depuis La Havane. Ce pays à l'avantage d'être situé au cœur du continent et d'occuper ainsi une position stratégique importante. D'autre part, de-

puis le coup d'Etat qui a renversé le président Paz Estenssoro en 1964, la Bolivie est dirigée par des militaires dont la corruption et l'incapacité atteignent un degré rare.

Ce pays possède enfin une classe ouvrière consciente : les mineurs de l'étain qui vivent sur les Hauts-Plateaux.

Le terrain de lutte choisi par les guerrilleros n'est cependant pas celui-là : c'est une région entièrement rurale — si ce n'est la présence de quelques prospecteurs de pétrole — à plus de 500 km au sud-est des mines.

C'est une surprise d'apprendre qu'au mois de juin 67, au moment où la guerrilla commence à connaître de graves difficultés une phase de lutte de classes exacerbée se déroule dans les mines : grève générale suivie d'une répression sanglante (une centaine de morts). Il n'y a aucune liaison entre ces deux mouvements. Che Guevara rédige une proclamation qui ne sera pas publiée.

Bien souvent on s'aperçoit que sur ces paysans un seul argument a du poids : la « terreur organisée » (2), parce que c'est le seul auquel puissent réagir ces gens à demi asservis. Mais comment la guerrilla, aussi peu nombreuse, pourrait-elle maintenir sa pression dans ce sens ?

A la fin du mois de septembre « l'équilibre de la terreur » est définitivement en faveur des forces gouvernementales. Le Che note : « La masse paysanne ne nous aide en rien et les paysans se transforment en dénonciateurs ».

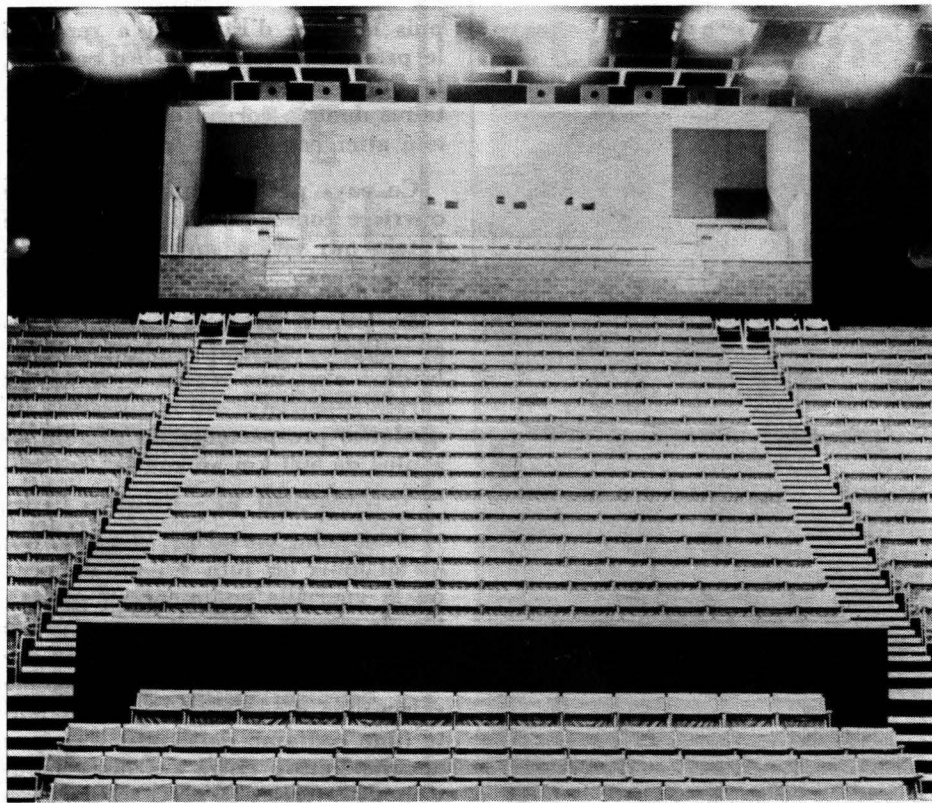
Tout cela peut paraître négatif. Mais l'expérience bolivienne montre que la lutte de guerrilla a un rôle catalyseur indéniable, rôle qui lui a été assigné par Che Guevara (p. 122).

— Le gouvernement dont la faiblesse et l'incapacité deviennent encore plus évidents est acculé à demander l'appui des forces impérialistes (U.S.A.), qui lui est accordé (juin-juillet 67). Cela lui permet de rétablir une situation fort compromise.

— Du côté des forces d'opposition la guerrilla a le grand mérite de clarifier la situation. Elle fait apparaître l'impuissance des forces traditionnelles et en particulier du Parti Communiste à prendre la direction des luttes sociales. Ce dernier veut d'abord récupérer une action dont il n'a pas eu l'initiative. Quand il voit qu'il ne peut parvenir à cette fin, son attitude devient attentiste et il se réfugie dans le bureaucratisme. □

(1) Che Guevara. *Journal de Bolivie*. Introduction de Fidel Castro, traduit de l'espagnol par France Binard et Fanchita Gonzalez Battle. Cahiers libres 122, 123. ed. Maspero.

(2) Il semble que Guevara emploie cette expression à peu près dans le même sens de Robespierre qui en faisait le moteur du « gouvernement révolutionnaire ».



Consommateurs ou participants.

D.R.

Théâtre

Une saison en consommation

Dominique Nores

Seuls quelques naïfs se sont imaginés que le mouvement de Mai pouvait réagir d'une façon quelconque sur la rentrée théâtrale. Avaient-ils oublié que la secousse de 1789 a été éprouvée au théâtre une trentaine d'années plus tard avec l'irruption du drame romantique ?

Comme les autres travailleurs un moment en grève, les comédiens ont repris le travail; c'est-à-dire qu'ils se sont réinstallés dans un système que, dans leur majorité, ils avaient espéré abolir, système essentiellement commercial où le comédien, qui porte le spectacle, fait partie de la marchandise offerte, comme le mot qui fera rire, comme l'environnement du spectateur par la couleur et le son, comme le confort des sièges. Or, ce système commande — bonne ou mauvaise — une politique des salles : la « saison » à laquelle nous commençons d'assister, prévue avant Mai, ne pouvait que ressembler, comme sœur jumelle, à celles qui l'ont précédée.

Voici donc, comme toujours, les auteurs éprouvés. Les auteurs morts — Pirandello, Cocteau, Shaw, les valeurs sûres. Mais nous aurons aussi notre Achard, notre Roussin. Derrière eux, certains jeunes confectionnent pour des comédiens de talent un théâtre sur mesure, tandis que des flonflons versaillais annoncent la dernière pièce d'Anouilh (*Le Boulanger, la Boulangère et le petit Mitron*).

Comme chaque année, le hasard bat les cartes et porte l'attention sur certains auteurs : Adamov, qui, après des années de silence, a retrouvé, l'an dernier à Saint-Denis, l'intérêt du public avec *La Politique des restes*, sera joué à la fois aux Mathurins (*M. le Modéré*) et à Aubervilliers (*Off Limits*), ou Jean-Paul Sartre, dont *L'Engrenage* sera créé au Théâtre de la Ville, ex-Sarah-Bernhardt, tandis que *Le Diable et le Bon Dieu* doit retrouver la vie des planches au T.N.P. et *Nekrassov* au T.N.S. (Théâtre National de Strasbourg). Mais ne peut-on aider le hasard et jouer sur promesse ? Après Albee, Pinter paraît une valeur moins sûre. Il n'est pas au rendez-vous d'octobre. Mais l'Anglais Wesker et l'Allemand Walsler ont leurs chances : derrière le succès de *La Cuisine*, deux spectacles se profilent, *Les Quatre Saisons* que Claude Régy monte au Théâtre Montparnasse, et *Racines* qu'Edmond Tamiz a déjà expérimenté à Bourges; tandis que Sacha Pitoeff peut espérer retrouver pour *Le Cygne Noir* l'heureux concours de circonstances qui a porté *Chêne et Lapins angora*.

L'œuvre de Gatti suit son cours; après Venise, Paris découvrira *La Naissance* et peut-être, depuis longtemps annoncée, *La Passion du Général Franco*. Et soudain frappe, opposée à la prudence générale, l'activité de Patrice Chéreau. Il est partout : à Villeurbanne, où le curé d'Uruffe devient un personnage de

théâtre; à Lyon où il monte au Théâtre du Cothurne un *Dom Juan* attendu; à Sartrouville où se répète *Le Prix de la Révolte au Marché Noir*, de Dimitri Dimitriadis.

Voilà qui nous sort déjà de la routine. Quel espoir avons-nous d'en sortir davantage ? En mai, pour la première fois, les travailleurs du spectacle réunis ont pris conscience de la précarité de leur situation et

de la médiocrité du rôle que la société dans ses formes actuelles leur assigne... A 30 %, puisque la profession compte 70 % de chômeurs, ils se sont réinstallés dans le système existant, mais ce système qu'ils subissaient, les comédiens, dans leur majorité, aujourd'hui, le refusent, et d'importants changements peuvent naître de leur intolérance à ce qu'ils sont. □

Revue

"En partant du Capital"

Beaucoup d'encre a coulé à l'occasion du 150^e anniversaire de la naissance de Marx. Les officiels de l'U.N.E.S.C.O. y ont été de leur colloque, et d'innombrables publications, reflétant toutes les tendances de l'opinion, ont montré que la pensée de Marx et de ceux qui la continuent est l'enjeu idéologique principal de notre époque. Bien entendu, les études historiques n'ont pas manqué. Mais c'est surtout à l'état présent du monde que se sont référées les études les plus intéressantes. Parmi celles-ci, il faut recommander l'ouvrage collectif intitulé *En partant du « Capital »* (Editions Anthropos, 333 pages, 20,60 F). V. Fay a réuni sous ce titre plusieurs contributions qui apportent une lumière nouvelle sur ce que peuvent être les développements actuels et futurs de la méthode marxiste d'interprétation et d'action économique et sociale. Citons parmi ces essais l'étude de S. Amin sur le dévelop-

pement du capitalisme en Afrique noire, et celui de Y. Barel sur la notion de « croissance ». V. Fay analyse les nouvelles classes moyennes salariées, et E. Mandel pose le problème de l'accumulation primitive et de l'industrialisation du Tiers-Monde. P. Naville, partant de la méthodologie du *Capital*, qui considère le monde social et économique comme une unité, montre qu'aujourd'hui le socialisme d'Etat et le capitalisme monopoliste doivent être analysés dans leurs interférences et non dans leur séparation. E. März approfondit les rapports entre structure de classe et conflit de classe, tandis que J.-M. Vincent présente les exigences modernes de la lutte contre les idéologies mystificatrices (capitalistes et stalinienne) dans la ligne de la méthodologie de Marx. Ce riche volume servira de point de départ aux études nouvelles dont a besoin le socialisme international d'aujourd'hui. □

A lire

POUR COMPRENDRE MAI :

— PHILIPPE LABRO : « Ce n'est qu'un début » Edition spéciale, 273 p., 18 F.

Paru sous l'égide d'une nouvelle collection prometteuse combinant le livre et l'information journalistique. Sans prétention, cette enquête est composée d'interviews toujours intéressantes et éclairant sur les événements. De tous les textes de « compilation », sans nul doute le meilleur et le plus sympathique.

— ANDRÉ GLUCKSMANN : « Stratégie et révolution en France 1968 » - Christian Bourgois, 128 p., 10,30 F.

D'une rare vanité, l'auteur qui se regarde écrire, ne manque cependant pas d'être souvent pénétrant. Mais, si l'on peut dire, cela relève de l'incidente, car ce texte irritant et ambitieux, tient pour acquis ce qui reste à démontrer et peut l'être, à savoir qu'une révolution était possible en mai. En outre, déplorant à juste titre l'absence d'organisation capable de prendre en charge mai, l'auteur en vient à considérer qu'une révolution en France n'exige pas le support de formations politiques structurées. Là aussi il faudrait prouver au lieu d'affirmer. Livre discuté mais important qu'il faudra analyser plus en détails.

— « La grève à Flins », montage de J.-Ph. Talbo, P. Maspéro, 98 p., 6,15 F.

Un excellent témoignage sur l'un des épisodes les plus significatifs de mai.

— Mouvement du 22 mars : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ». F. Maspéro, 140 p., 8,90 F.

Une série de textes à travers lesquels on perçoit la démarche du 22 mars. La démar-

che prime sur le mouvement et c'est à elle qu'il faut s'arrêter.

— ANTOINE G. PETIT : « Castro, Debray contre le marxisme-léninisme » - Robert Laffont, coll. « Contestation », 207 p., 8 F.

Il est donc entendu que chaque éditeur aura désormais son secteur de « contestation ». Intégration pas morte comme dirait Marcuse. Mais peu importe si les textes le valent. Celui-là surtout après la prise de position de Castro sur Prague, revêt un intérêt supplémentaire. Reste à apprécier les arguments; du moins l'iconoclaste par principe a-t-il notre appui.

— DUBUFFET : « Culture asphyxiante ». J.-J. Pauvert, 152 p., 8,25 F.

— G.P. SNOW : « Les deux cultures ». J.-J. Pauvert, 154 p., 8,25 F.

Deux livres percutants. Le second aborde le problème de la culture technique.

— VIETNAM : — PETER WEISS : « Réponse à Johnson sur les bombardements limités » - Le Seuil, coll. « Combats », 75 p.

Un rapport qui dénonce l'aggravation des bombardements au moment où l'administration Johnson affirme le contraire.

— MARY MCCARTHY : « Vietnam » - J. J. Pauvert, 181 p., 8,25 F.

Au terme d'un séjour au Sud-Vietnam, le célèbre écrivain américain décrit la désintégration de la situation au sud et souligne les limites de la protestation des intellectuels de son pays.

— Tribunal Russel : « Le Jugement final » - Idées NRF, tome 2, 380 p.

La suite des rapports. Une mine de renseignements qui situent bien les responsabilités américaines.

Festivals de cinéma

Avignon: le contre-terrorisme

De notre envoyé spécial Jean-Paul Fargier

Cent quarante films, presque tous inédits. 6 à 8 projections par jour, 45 000 spectateurs, dans deux salles, 3,5 F la place.

Dans l'immense « super-marché de la culture » qu'est devenu le Festival d'Avignon, le rayon cinéma, bien qu'étant celui qui présente le plus de signes extérieurs de consommation, fut pourtant l'élément le moins soumis aux contraintes de la consommation culturelle dirigée. Dernier chirurgien du chène-Villar, il semble touché par la grâce qui éclairait le T.N.P. naissant.

Par des structures nouvelles de programmation, était pratiquement mis en échec le mécanisme récupérateur de la culture bourgeoise qui consiste à castrer les œuvres de leur virulence en les dissolvant dans l'esthétisme et le snobisme culturel érigés en normes crypto-répressives. Faire en sorte que le public rencontre les œuvres : débarrassées de leur auréole terroriste, tel est désormais le but assigné à la lutte contre l'art-opium, pour l'AR (t) (r) EVOLUTION.

Habituellement, en effet, les films arrivent aux spectateurs nimbés d'une aura lumineuse constituée par le discours publicitaire, le discours critique, le succès, l'opinion publique, etc... D'où la difficulté d'atteindre le dynamisme intérieur de l'œuvre, car il faut d'abord consommer un brouillard de rumeurs contraignantes et de signes culturels qui se posent en fins.

Le cercle des siens

Or, Vilar et Jacques Robert se sont attaqués à ce cercle, ils ont tenté de briser ce terrorisme, en amenant (presque) nus les films devant les participants des *Rencontres* cinématographiques.

Nus : neufs, dépouillés de l'aura publicitaire, ces films l'étaient, certains, parce que non encore commercialisés, d'autres, parce que non commercialisables : format 16 mm, ou refus des auteurs de se soumettre à la censure et aux normes de production du C.N.C.

Nus : dépouillés de l'aura critique. Un tiers seulement des œuvres avaient été déjà présentées dans des

festivals. La critique commerciale n'en avait pas parlé. La critique spécialisée, peu ou pas encore. Quant aux textes sur chaque film, contenus dans le cahier-programme, ils relevaient peu du discours culturel terroriste, mais plutôt de l'information parallèle.

Nus : les films choisis par Langlois, le patron de la Cinémathèque. Au lieu de projeter « Potemkine » ou « L'enfance de Gorki » qui font salle comble car « chacun court voir ce qu'il connaît déjà », il présenta « les inconnus du cinéma soviétique », les films que personne ne va voir parce que personne n'en parle.

Nus : les films l'étaient enfin à cause de leur grand nombre. La multiplicité anihile la vedettisation inhérente à la sélection. Les trois séances de la Cour d'Honneur en sont une preuve *a contrario*, quelle que soit la valeur des œuvres choisies, l'arbitraire de leur sélection abonde dans le sens de la consommation culturelle dirigée.

Mais quoi qu'il en soit de cette erreur de parcours qui relève plus de l'esprit du festival traditionnel que des initiatives de Jacques Robert, il n'en demeure pas moins que des milliers de spectateurs, libérés des pressions terroristes, rencontrèrent vraiment des œuvres, même si certains regimbèrent à se débarrasser d'habitudes consommatrices.

De nombreux signes témoignent de la réussite. L'acceptation de voir des films inconnus. La contestation des programmes. Le succès des séances de « cinéma parallèle » à la Maison des Jeunes et au Foyer des Jeunes Travailleurs. La participation des spectateurs à la programmation : « Cinéma à la carte ». Enfin, la disponibilité du public à autre chose : une annonce en pleine projection que le Living Théâtre est attaqué par des bandes fascistes, provoqua la sortie de nombreux spectateurs pour prêter mains fortes. (On sait la passivité complice du public de Béjart face à la répression et à la censure des autres).

« Le cinéma s'insurge », proclamait, poing tendu, sur les murs d'Avignon, une affiche rouge-mai. Ce fut vrai.



Les seigneurs d'Avignon

vant, la contestation avait clairement annoncé ses intentions. La Fédération internationale des producteurs de films (FIAPF), trouvant trop radicale la ligne politique du Festival, refusait d'envoyer ses films ; à gauche, l'ANAC (nouvelle association de cinéastes italiens), les partis politiques, les mouvements étudiants décidaient de boycotter le Festival et d'occuper la grande salle du Palais le soir de l'inauguration.

Que la très conservatrice FIAPF fût effrayée par la table ronde « Cinéma et Politique » à laquelle devaient participer Sauvageot et D. Cohn-Bendit, on le comprend aisément. Mais pourquoi la gauche italienne a-t-elle fait feu de tout bois sur une institution qui, sous la direction de Luigi Chiarini, semblait échapper au mercantilisme des festivals traditionnels ?

Les Italiens reprochaient à Chiarini non pas tant ses critères de sélection des films que sa gestion administrative. En effet, la Mostra n'est qu'une enclave (importante mais limitée) à l'intérieur des multiples activités de la Biennale (peinture, sculpture, musique...), elle-même dépendante de la politique de prestige culturel (et commercial) de la ville de Venise. Si bien que, malgré ses choix politiques sans ambiguïté, Chiarini, opérant dans le cadre de la Mostra, apparaissait lié à un mode de diffusion capitaliste de la culture. Du même coup, c'est la notion de « Festival » qu'il importe de remettre en cause, et ce, en refusant tout concours entre les films, ainsi que toute sélection des entrées sous la forme d'une discrimination par l'argent, laquelle s'accompagne d'un certain nombre de mondanités qui n'ont rien de cinématographique.

Mais il est dommage que la contestation se soit cantonnée dans des palabres souvent confus sans jamais déboucher sur une refonte totale de

la Mostra et encore moins, sur une problématique générale des conditions d'un cinéma politique et de sa distribution. En dépit des velléités d'occupation, en dépit de quelques heurts avec des policiers à la matraque rapide et certains habitants du Lido particulièrement surexcités, aucune action précise n'a pu être menée. Très vite la lassitude est venue, et, à la fois malgré elle et de par les contradictions de ses leaders (Pasolini, Salinas, Pontecorvo), la contestation est devenue limitée et marginale.

C'est dans ces conditions que, la table ronde « Cinéma et Politique » s'est tenue comme si de rien n'était. Alors que la plupart des Italiens, metteurs en scène et critiques, leaders politiques, syndicalistes, étudiants étaient absents (c'est-à-dire tous ceux qui avaient une pratique réelle de la politique), ce débat s'est déroulé innocemment, entre Français, agitant dans l'abstrait des brassées de lieux communs. Il est pour le moins étonnant de voir de grands cinéastes, par leur présence et leurs interventions cautionner une telle mascarade.

Du fait du retrait de la FIAPF, à part deux ou trois erreurs de sélection, les films présentés étaient des œuvres passionnantes, appartenant souvent au jeune cinéma et produites de façon indépendante. Il n'est pas étonnant que le jury ait couronné le film allemand d'Alexander Kluge : « LES ARTISTES SOUS LE CHAPITEAU : PERPLEXES », tant il est vrai que c'est une tendance courante à Venise que de s'attacher plus au « message » d'un film qu'à son unité ou son originalité profonde. Il semble que le film de Kluge, en dépit de qualités indéniables, soit précisément étouffé par une symbolique à la fois envahissante et sommaire qui détruit en retour sa portée réelle. Mes préférences vont au cynique « THEOREME » de Pasolini, intelligent et subtile jusqu'à l'étrangeté, pervers dans l'absurdité même de sa parabole, ainsi qu'à « PARTNER », film de rupture où dans un style fragmenté, très proche de celui de Godard, Bertolucci décompose l'espace mental de son personnage pour le confronter à une réalité ambiguë.

Il faudrait encore insister sur « LE COMPROMIS », (Hollande) où Philo Bregstein renouvelle avec une rare acuité le thème de l'intellectuel pris au piège d'une double confusion idéologique et sentimentale, de même que sur « LE SOCRATE » de Robert Lapoujade, film extrêmement neuf et audacieux de par la destruction du récit et l'éclatement total de la temporalité, éléments qui ne sont pas sans rejoindre l'écriture d'un Samuel Beckett. Nous reviendrons plus amplement sur ces films lors de leur sortie en France.

Venise : l'attachante controversée

De notre envoyé spécial Jean-Luc Pouillaude

La XXIX^e Mostra aura été le Festival de la contradiction. Le fait qu'elle ait pu se dérouler à peu

près normalement, malgré deux jours de retard, est déjà en lui-même contradictoire. Deux mois aupara-

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Au feu, les pompiers
(Tch. V.O.)

Prague et l'internationalisme

Jean-Marie Vincent

La situation se « normalise » en Tchécoslovaquie. Sous la pression des chars soviétiques, la politisation des masses tchécoslovaques marque un temps d'arrêt. Chacun est surtout préoccupé par les séquelles économiques de l'occupation et par les menaces qui pèsent sur la liberté des individus (les quarante mille contre-révolutionnaires de la presse soviétique), tout le monde ou presque essaye de serrer les rangs autour de la direction Dubcek pour obtenir la libération graduelle du territoire (dans combien de mois, voire dans combien d'années diront les pessimistes).

En apparence les occupants ont concédé à l'équipe dirigeante de Prague le droit de continuer dans le domaine intérieur la politique amorcée depuis janvier 1968, mais il est clair que les grandes discussions des derniers mois sur le rôle dirigeant du parti, sur la gestion ouvrière et la planification socialiste ont cessé pour toute une période. Il ne peut plus être question, dans les faits, d'une véritable démocratisation à la base permettant aux travailleurs de contrôler le pouvoir, il peut tout au plus s'agir dans l'avenir immédiat d'une « libéralisation » prudente (par rapport à Novotny). Un coup sensible a ainsi été porté au socialisme tchécoslovaque et il lui faudra du temps pour s'en remettre, c'est-à-dire pour retrouver son esprit offensif.

En même temps on est bien forcé de constater que beaucoup de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont désapprouvé l'invasion soviétique à ses débuts, ne sont pas mécontents de cette « normalisation ». Autant les gouvernements occidentaux ont utilisé comme une bonne aubaine l'intervention du 21 août à des fins anti-communistes intérieures, autant ils ne se montrent guère soucieux de remettre en question le partage du monde et de l'Europe en sphères d'influences. Johnson n'a pas renoncé à rencontrer Kossyguine dans un avenir proche, et il est évident que les milieux dirigeants américains caressent l'idée que leur comportement « pacifique » dans l'affaire tchécoslovaque leur vaudra une plus grande compréhension au Vietnam et pourquoi pas, dans toute l'Amérique latine. Cela n'a naturellement rien de très étonnant. Les impérialistes restent les impérialistes.

Plus troublante par contre est la tranquillité d'âme avec laquelle les dirigeants du P.C.F. acceptent l'évolution actuelle de la situation. Dans un discours prononcé à Vénissieux

et publié dans « L'Humanité » du 16 septembre, Waldeck Rochet nous dit que « les adversaires du socialisme sont contre tout accord en Tchécoslovaquie parce qu'ils souhaitent une aggravation de la situation, parce qu'ils voudraient que se produise dans ce pays, un affrontement sanglant. » Le bon apôtre ! Serait-ce être pour un affrontement sanglant ou pour une aggravation de la situation que de demander par des moyens politiques, comme le P.C. italien, le retrait immédiat des troupes soviétiques. De deux choses l'une : ou bien la direction du PCF croyait à ce qu'elle déclarait lorsqu'elle affirmait qu'il n'y avait pas de danger imminent de restauration du capitalisme en Tchécoslovaquie, elle devrait alors continuer à exiger le départ des troupes soviétiques et alliées ; ou bien elle ne faisait qu'essayer de se tirer d'une situation difficile face à l'opinion publique en affirmant une désapprobation qu'elle ne fondait pas sur une analyse sérieuse des événements de Tchécoslovaquie, et alors on voit mal comment elle peut donner des leçons sur la défense du socialisme.

Quand Waldeck Rochet poursuit : « Notre Parti participe et participera au mouvement communiste international — sur la base de l'égalité en droits — aux côtés de tous les partis frères, aux côtés du Parti Communiste de l'Union Soviétique qui est la force décisive dans la lutte contre l'impérialisme », on doit bien conclure en effet que la principale préoccupation du PCF est de faire oublier ce moment délicat et aussi de faire comme si rien ne s'était passé. La caution de l'Union Soviétique, c'est-à-dire d'un grand Etat non capitaliste, héritier, malgré toutes ses déformations bureaucratiques, de la Révolution d'octobre est, il est vrai, un appui bienvenu, lorsqu'on mène soi-même une politique opportuniste (voir les événements de mai en France) qui rappelle par trop celle de la social-démocratie.

Mais tout cela nous paraît bien à courte vue, et la politique de l'autruche n'est pas celle qui permet de préparer l'avenir. Malgré la « normalisation » en cours en Tchécoslovaquie, malgré les tentatives du P.C. de l'Union Soviétique pour ramener dans le troupeau les brebis égarées, l'ébranlement subi par le système post-stalinien des Etats et des partis communistes est trop profond pour qu'on puisse passer sim-

plement à l'ordre du jour. Dans la conscience de nombreux communistes, tant à l'est qu'à l'ouest de l'Europe, a pénétré l'idée que la domination bureaucratique exercée sur les peuples d'Europe orientale au nom du prolétariat était devenue une entrave majeure à l'épanouissement du socialisme. En Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie, voire en Union Soviétique, l'intervention du mois d'août a suscité dans de nombreux milieux un malaise profond. Les approbations, pourtant en général obtenues par des pressions administratives très fortes, sont loin d'être aussi nombreuses qu'en novembre 1956, lors de l'intervention en Hongrie. L'attitude que semble maintenant adopter la presse de ces pays est de minimiser l'affaire autant que faire se peut. Ulbricht, Gomulka et les autres chefs de parti ont voulu donner un avertissement à toutes les forces centrifuges auxquelles ils doivent faire face depuis des années, mais ils se rendent compte également qu'ils ne doivent pas trop pousser à bout leur propre opinion. Trop de problèmes restent : le conseil d'entraide mutuelle (COMECON) n'apporte aucune solution satisfaisante aux problèmes de l'intégration des différentes économies nationales ; le recours aux mécanismes de marché pour assouplir des planifications bureaucratiques ne suffit pas pour donner aux économies le coup de fouet dont elles ont besoin (surtout en Pologne) et surtout ne résoud pas la question fondamentale de la participation démocratique des masses au système de gestion de l'économie. Si l'on ajoute à cela que les inégalités sociales (inégalités de revenus, privilèges bureaucratiques) sont très profondément ressenties comme injustes, on se convaincra que les contradictions des pays de l'Est ne sont pas minces.

Par ailleurs les événements ont mis en lumière à quel point la dialectique interne des démocraties populaires était bridée par la direction soviétique. L'U.R.S.S. a pratiquement créé par la victoire de ses armes les Etats non capitalistes de ces pays, elle y a installé des équipes dirigeantes faibles par leur manque de popularité et de ce fait très portées à rechercher l'appui soviétique pour chaque difficulté majeure. Aussi ne faut-il pas s'étonner si les nouveaux rapports de production collectifs y prenaient difficilement racine, c'est-à-dire n'y étaient pas assumés consciemment par la majorité de la population. Ce qui était important dans l'expérience tchécoslovaque, c'était précisément que cette distance entre les masses et le système collectif de gestion de l'économie et de l'Etat était en train de se combler. Des perspectives nouvelles s'offraient au socialisme, même si la gravité des problèmes ne permettait pas d'espérer des solutions rapides et même si, selon toute vraisemblance, des différenciations politiques n'allaient pas manquer de se faire jour assez rapi-

dement au sein du parti (entre une droite et une gauche aux programmes opposés). Mais, bien entendu, cette évolution mettait directement en question les formes bureaucratiques apportées de l'étranger. A terme naissait le danger que la plupart des démocraties populaires fussent contaminées par l'anti-bureaucratisme venu de Tchécoslovaquie et que la direction du P.C.U.S. elle-même fut confrontée à brève échéance à un ensemble d'Etats socialistes susceptibles de proposer en U.R.S.S. et dans l'ensemble du mouvement communiste international le virus de la démocratie socialiste. Tout l'équilibre de l'édifice stalinien et post-stalinien, basé sur le maintien du « *statu quo* » économique et social à l'échelle mondiale (et surtout en Europe) en même temps que sur l'hostilité aux transformations révolutionnaires était virtuellement menacé, d'où l'intervention.

Rien n'est cependant véritablement réglé pour les dirigeants soviétiques, malgré ce coup d'arrêt. Comme l'a bien montré l'interview d'un dirigeant tchèque rapportée par Serge Mallet dans le « *Nouvel Observateur* », l'intervention a eu pour effet essentiel de porter un coup aux illusions sur un communisme national, réformateur, mais modéré, qui pourrait être toléré par le Kremlin. Aujourd'hui tous ceux qui veulent se débarrasser de l'oppression bureaucratique pour instaurer la démocratie socialiste en Europe orientale savent que leur combat doit avoir son prolongement en U.R.S.S. même et qu'ils ne peuvent vaincre sans l'aide des travailleurs soviétiques. Ils saisissent également que l'appui du mouvement ouvrier international, et en particulier des partis communistes, leur est indispensable. Il s'ensuit que la conception bureaucratique du mouvement ouvrier international dirigé par une sorte de droit d'aînesse par le P.C.U.S. est, elle aussi, sérieusement remise en question. Par là les combattants socialistes authentiques d'Europe de l'Est tendent la main à tous ceux qui luttent dans les pays capitalistes pour surmonter l'opportuniste d'origine stalinienne.

Tout cela montre qu'aujourd'hui il ne suffit pas de condamner moralement et vertueusement l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie. Notre devoir est aussi et surtout de chercher à créer les conditions politiques qui permettront aux révolutionnaires d'Europe de l'Est de mener à bien leur entreprise de renaissance du socialisme. Cela implique en particulier que notre lutte contre le pacte Atlantique, contre l'agression américaine au Vietnam ne se relâche pas un seul instant, car on voit trop bien comment les conservatismes s'apportent un soutien mutuel à l'Est et à l'Ouest. Bien sûr nous ne voulons pas assimiler l'Union Soviétique même bureaucratifiée à une puissance impérialiste, mais nous ne pouvons pas ne pas constater que son régime est devenu une entrave majeure aux progrès du socialisme. □